

Spécial
COP21

LOBBY PLANET Paris



Criminels du climat et
marchandisation de la COP21

Informations sur les criminels du climat
Cartes des hauts lieux du lobbying à Paris
Focus sur les sponsors de la COP21



Publié par

Aitec, Attac France, Corporate Europe Observatory,
Observatoire des multinationales, Transnational Institute
November 2015

Contributions de

Denis Aguiton, Amélie Canonne, Sophie Chapelle, Maxime
Combes, Olivier Petitjean, Pascoe Sabido, Rachel Tansey

Éditeur

Ann Doherty

Graphisme

Ana Luísa Lages

Cartes

Tanguy Lebihan, Denis Pichelin

Une version de ce guide existe en ligne avec l'ensemble
des références et des notes de bas de page.
<http://corporateeurope.org/cop21>



LOBBY PLANET Paris



Criminels du climat et
marchandisation de la COP21



Informations sur les criminels du climat
Cartes des hauts lieux du lobbying à Paris
Focus sur les sponsors de la COP21



TABLE DES MATIÈRES

- 6 ACRONYMES
- 7 INTRODUCTION
- 10 ÉNERGIES FOSSILES
- 14 INVESTIR DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE :
banques et assureurs au service des grands pollueurs
- 15 POUR NOUS SAUVER, ENCORE PLUS DE MARCHÉS?
- 16 LES HAUTS-LIEUX DU LOBBYING EN CARTES
- 21 PAS DE LIMITES À L'ÉCONOMIE NÉOLIBÉRALE !
- 23 FAUSSES SOLUTIONS AGRICOLES
- 24 ÉVÉNEMENTS PENDANT LA COP21 :
une grande fête pour les lobbies
- 25 COMMERCE VERSUS CLIMAT :
le droit international au service de l'industrie et de la finance
- 27 QUI FINANCE LA COP21 ? LES PLUS GRANDS POLLUEURS !
- 28 LES GRANDS PROJETS INUTILES EN ÎLE-DE-FRANCE
- 30 CONCLUSION
- 31 POUR EN SAVOIR PLUS

ACRONYMES

AECG	Accord économique et commercial global, pour l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada
AITA	Association internationale du transport aérien
BBOP	Business and biodiversity offset program, pour Programme de compensation des entreprises pour la biodiversité
BECS	Bio-énergie et capture et stockage du carbone
BNP	Banque nationale de Paris, qui absorbe la banque Paribas en 2000 pour créer le groupe BNP-Paribas
BP	British Petroleum
CCI	Chambre de commerce internationale
CCNUCC	Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique
CCR	Caisse centrale de réassurance, entièrement détenue par l'Etat français, qui propose des services d'assurance aux assureurs professionnels couvrant des risques exceptionnels
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CEPIC	Conseil européen de l'industrie chimique (acronyme de l'ancien nom « Conseil européen des Fédérations de l'industrie chimique »).
COP	Transposition au français du sigle anglais, pour Conférence des parties, le nom officiel des conférences climat de l'ONU
COPA-COGECA	Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne, accolé à l'acronyme du Comité général de la coopération agricole de l'Union européenne
CPCU	Compagnie parisienne de chauffage urbain
CSC	Capture et séquestration carbone
DB	Deutsche Bank
DTIE	Direction chargée de la technologie, de l'industrie et de l'économie, pour le PNUE
EDF	Electricité de France, l'opérateur historique français dans le secteur de l'électricité
ERDF	Électricité Réseau et Distribution de France, branche de l'opérateur historique français spécialisée dans la distribution de l'électricité de moins de 50Kv
ERT	Désigne la Table ronde des industriels européens sous son acronyme anglais
FNSEA	Fédération nationale des syndicats des exploitants agricoles
GAP	Groupe auxiliaire de puissance
GDF	Gaz de France, l'opérateur historique français dans le secteur du gaz, fusionné avec l'entreprise Suez en 2008 puis renommé Engie en 2015.
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GRDF	Gaz réseau distribution France, filiale à 100% de Engie spécialisée dans la distribution
IETA	International Emission Trading Association, pour Association internationale pour le commerce d'émissions.
IFP-EN	Institut Français du Pétrole-Energies nouvelles
LVMH	Louis Vuitton, et signifiant littéralement « Louis Vuitton Moët Hennessy »
MDP	Mécanismes de développement propre
MGEN	Mutuelle générale de l'éducation nationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du Commerce
PDG	Président directeur général
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
SCEQE	Système communautaire d'échange et de quotas d'émissions
SEDIF	Syndicat des eaux d'Ile de France
TAFTA	Signe utilisé en France pour désigner l'accord de libre-échange entre l'UE et les USA (et signifiant littéralement Transatlantic free trade agreement)
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UFIP	Union française des industries pétrolières
WBCSD	World Business Council for Sustainable Development, pour conseil mondial des entreprises pour le développement durable

INTRODUCTION

La 21^{ème} Conférence des Parties (COP) de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), la désormais célèbre « COP21 », se déroulera du 29 novembre au 11 décembre 2015 à Paris.

La « Conférence Climat » devrait, théoriquement, parfaire le nouvel accord mondial pour l'après-2020. Nous savons qu'au moins 80% des énergies fossiles doit rester dans le sol si nous voulons maintenir l'augmentation moyenne de la température du globe en dessous des deux degrés. Pour y parvenir, les sociétés devraient s'engager à des réductions massives de leurs émissions de gaz à effet de serre, et amorcer une transition énergétique profonde, en changeant radicalement leurs systèmes de production et de consommation.

Mais les entreprises et leurs représentants — les grands lobbies industriels et financiers — ont un tout autre agenda, et sont déterminés à s'immiscer dans les négociations de façon à garantir le statu quo. Les négociations climat des Nations unies, c'est le paradis du "greenwashing" : les entreprises dépensent sans compter pour faire la démonstration spectaculaire de leurs admirables performances climatiques, pour prétendre aux pratiques sociales les plus vertueuses et accroître leurs bénéfices.

En réalité, leur objectif réel est souvent encore plus ambitieux. Tout en prétendant lutter contre le changement climatique, elles promeuvent les solutions technologiques qu'elles ont conçues et qu'elles souhaitent faire financer via les subventions et les multiples programmes et agences mandatées pour soutenir le développement, la réduction des émissions et l'adaptation aux aléas du changement climatique au Sud. Parmi ces "solutions" : les agrocarburants, les biotechnologies et les bioénergies, la capture-séquestration carbone et les marchés carbone, l'énergie nucléaire ou la géo-ingénierie (voir les encadrés tout au long de ce guide pour en savoir plus).

Plutôt que prévenir la catastrophe climatique, les COP servent donc de plus en plus d'expositions et de salons publicitaires aux plus grands criminels du climat que compte la planète. La Conférence climat de Varsovie, en 2013, avait atteint un sommet dans l'histoire de cooptation des entreprises au processus onusien, puisque le gouvernement polonais avait co-accueilli le "Sommet international du charbon et du climat" au même moment. Organisé par l'Association mondiale du charbon, le sommet avait appelé les banques de développement à accroître leur soutien à l'industrie du charbon !

Cette année, la Conférence climat se déroule à Paris, et l'influence des entreprises transnationales et de leurs lobbies promet d'être à nouveau colossale. Les entreprises françaises préparent la COP21

depuis des mois pour organiser événements, salons et conférences en amont et pendant la COP. Réunies au sein de projets tels que "Solutions COP21" (voir page 24), des entreprises telles que Engie (anciennement GDF Suez), Carrefour, Veolia, Sofiprotéol, Schneider Electric — grâce à des financements publics¹ — et bien d'autres cherchent à donner une visibilité publique à toutes les réponses du secteur privé au changement climatique.

Avant même le début du sommet, les entreprises les plus polluantes se sont imposées en actrices centrales du futur accord, à travers "l'Agenda des solutions"², autrement nommé Plan d'action Lima-Paris (PALP). Créé en 2014 par le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon, cet agenda est conçu pour faire des industries polluantes des partenaires centraux des Etats dans la mise en oeuvre de leurs engagements, via l'addition des "contributions" technologiques qu'elles proposent en réponse à la crise climatique.

Le gouvernement français, qui entend agir en "leader mondial" dans la naissance de cet accord historique, a tenté de confier 20% du financement de cette conférence à certaines des entreprises privées les plus polluantes du monde. Parmi les grands logos qui décoreront les murs de la Conférence tout au long des deux semaines, on verra donc nombre de champions de la pollution tels que Engie, EDF, Renault-Nissan, Air France, BNP-Paribas, Michelin ou Suez Environnement.

Défendre la justice climatique, c'est exposer l'action des entreprises pollueuses et de leurs lobbies aux yeux du plus grand nombre. Ce guide va vous propulser au cœur du système bâti autour de la COP21. Il va vous faire découvrir les lobbyistes anti-climat et leurs fausses solutions, et l'ampleur des pressions exercées par les industries fossiles sur les gouvernements. Vous y découvrirez l'ampleur des subventions publiques aux énergies sales, la multiplicité des collusions public-privé, les formes infinies de la spéculation sur les crises climatiques.

Mais l'influence de l'industrie et de ses alliés contre le climat s'opère dans un contexte de résistance. Les citoyens et les communautés résistent aux méga-projets et aux méga-pollueurs. Ils s'opposent aux grands projets inutiles et à l'accaparement des terres agricoles par l'agro-industrie. Ils proposent également leurs propres voies pour rompre durablement avec le système de production et de consommation dominant : agroécologie, coopératives énergétiques, relocalisation de la production et des échanges, redéploiement des transports publics et collectifs, monnaies locales...

En route, donc, pour découvrir ensemble l'envers du décor et démythifier l'action des entreprises et de leurs lobbies !

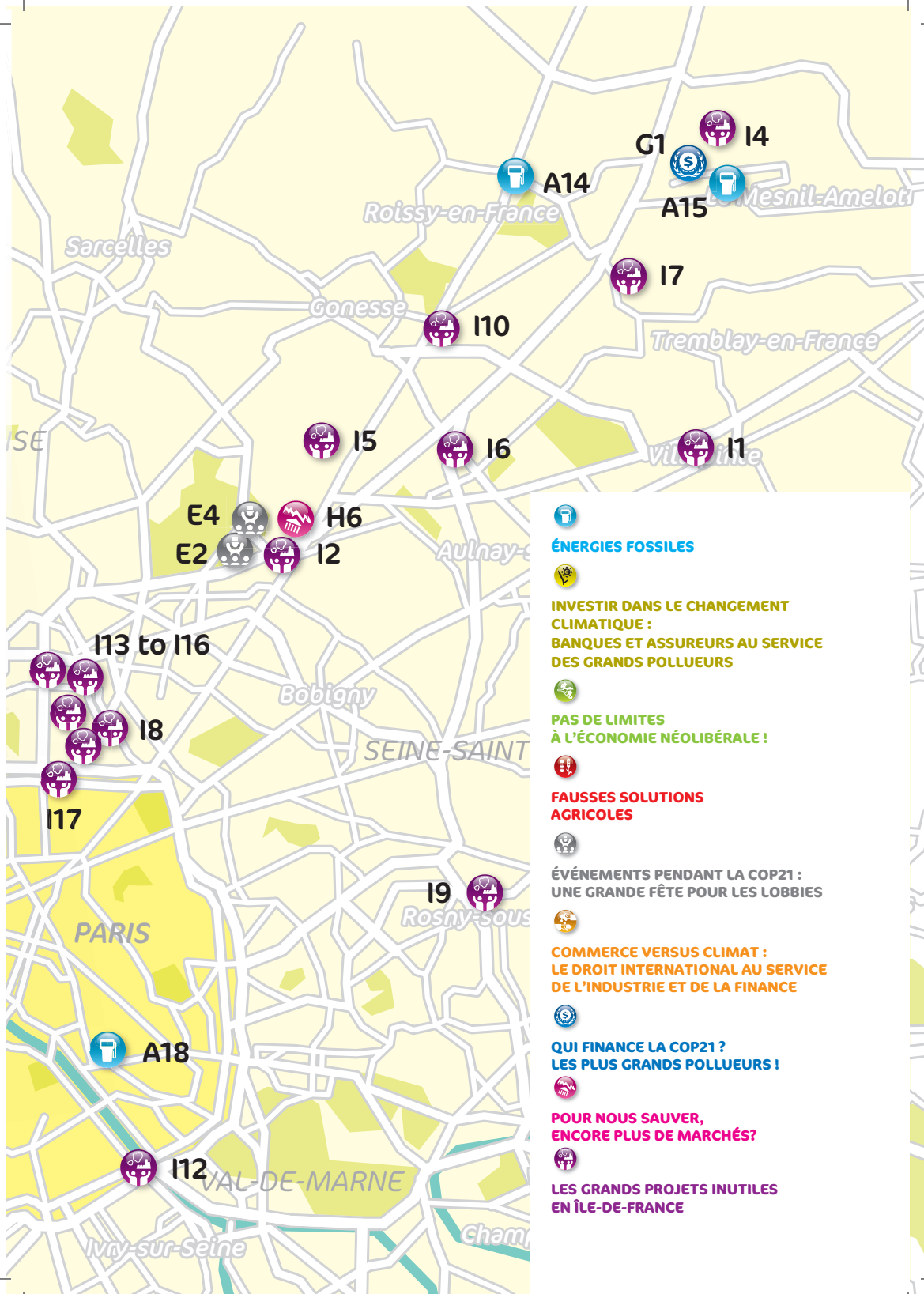
Que voir à Paris pendant la COP21 ?

Les sièges d'entreprises, les associations professionnelles et lobbies, les institutions publiques actrices de la pollution, les grands projets inutiles : vous trouverez ici toutes les adresses locales de ces responsables de la catastrophe climatique. Ce Lobby Planet est dédié à la COP21, c'est pourquoi nous avons inclu les noms des sponsors privés de la Conférence climat, de même que tous les événements majeurs de "greenwashing" prévus par les lobbies pollueurs de la planète afin de polluer nos esprits.

Notez l'importante concentration des pollueurs dans les secteurs de La Défense et dans le centre de Paris. Pour zoomer sur ces quartiers, rendez-vous aux pages 16 et 17.

Vous pouvez aussi consulter la liste de toutes les adresses aux pages 18 et 19.





ÉNERGIES FOSSILES



**INVESTIR DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE :
BANQUES ET ASSUREURS AU SERVICE
DES GRANDS POLLUEURS**



**PAS DE LIMITES
À L'ÉCONOMIE NÉOLIBÉRALE !**



**FAUSSES SOLUTIONS
AGRICOLLES**



**ÉVÉNEMENTS PENDANT LA COP21 :
UNE GRANDE FÊTE POUR LES LOBBIES**



**COMMERCE VERSUS CLIMAT :
LE DROIT INTERNATIONAL AU SERVICE
DE L'INDUSTRIE ET DE LA FINANCE**



**QUI FINANCE LA COP21 ?
LES PLUS GRANDS POLLUEURS !**



**POUR NOUS SAUVER,
ENCORE PLUS DE MARCHÉS ?**



**LES GRANDS PROJETS INUTILES
EN ÎLE-DE-FRANCE**



ÉNERGIES FOSSILES

Les industriels des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) sont parmi les principaux responsables de la crise climatique. Cependant l'industrie des énergies fossiles, grâce à son pouvoir économique et politique et à un lobbying agressif, a fait blocage à tout accord contraignant et a empêché une action internationale ambitieuse. La Conférence de Paris a bien peu de chance de faire exception alors que les deux champions français des énergies sales — EDF et Engie — s'y trouvent au premier plan. Nous vous présentons ici les hauts faits du lobby surpuissant des énergies fossiles à Paris.

TOTAL, SHELL, EXXONMOBIL ET LES AUTRES « MAJORS » PÉTROLIÈRES

Total

2 Place Jean Muller, 92078 Paris-La Défense.

Shell France

307 Rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

ExxonMobil (Esso) France

5 Entrepoint Iris, 92400 Courbevoie, Paris-La Défense.

Pour empêcher l'adoption de politiques qui encourageraient à laisser le pétrole et le gaz dans le sol de façon à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les majors pétrolières ont activement financé le climato-scepticisme et fait la promotion de mirages technologiques (voir Encadré 2). Dans le même temps, elles ont constamment nié qu'il était possible de se passer des énergies fossiles à court et à moyen terme, et elles ont cherché à discréditer les énergies renouvelables. Le PDG d'ExxonMobil a ainsi dit à ses actionnaires³ : « nous avons choisi en connaissance de cause de ne pas perdre d'argent », pour expliquer son refus d'investir dans les renouvelables.

De plus en plus critiqué par les mouvements comme celui appelant au désinvestissement des énergies fossiles, l'industrie pétrolière a multiplié les initiatives et les déclarations « pro-climat » cette année. Pourtant les « solutions » proposées telles que la fixation d'un prix mondial du charbon ou le déversement d'aides publiques massives dans les technologies de capture et de stockage du charbon⁴, continuent de supposer l'exploitation ininterrompue des énergies fossiles et le rejet de toute transition énergétique authentique, afin de préserver le modèle de production et de consommation.

De plus en plus, Total, Shell et les autres choisissent de s'abriter derrière le gaz, qu'ils n'hésitent pas à présenter de façon trompeuse comme une énergie « propre » (voir Encadré 1). Mais dans le même temps ces entreprises continuent de dépenser des centaines de milliards de dollars pour développer de nouvelles sources d'énergies de plus en plus sales et risquées, telles que les sables bitumineux canadiens, les pétroles et les gaz de schistes, ou les forages off shore extrêmes.

Encadré 1. le gaz n'est pas une énergie propre

Les entreprises européennes leaders dans le pétrole, telles que Total et Shell, ont ajouté un nouvel argument à leurs stratégies obstructionnistes : la promotion du gaz, qu'elles présentent comme « la plus propre des énergies fossiles » et comme un complément naturel aux énergies renouvelables. Pour faire passer ce message, Total et les autres majors de l'énergie ont infiltré et pris le contrôle des principaux lobbys européens de l'éolien et du solaire⁵.

Mais le gaz n'est ni plus propre ni meilleur pour le climat. C'est particulièrement vrai concernant les « gaz de schistes » non-conventionnels, que l'industrie et des gouvernements présentent comme une énergie de transition qui permettrait d'accompagner la sortie progressive des énergies les plus sales telles que le charbon. Dans les faits, en plus des risques qu'elle comporte pour l'environnement et la santé, la méthode d'extraction des gaz de schistes — la fracturation hydraulique — conduit à des fuites de méthane massives en provenance des puits de forage. Tout bien considéré, les gaz de schistes pourraient s'avérer encore plus nocifs pour le climat que ne l'est le charbon⁶.

Le seul objectif des opérations « marketing » des grandes entreprises pétrolières demeure de protéger leurs avoirs et leurs profits. Peu leur importe d'enfermer l'Europe et la planète dans des décennies supplémentaires de dépendance aux énergies fossiles, quand bien même une transition vers des énergies propres est à la fois possible et urgente.

Encadré 2. la capture-séquestration du carbone

La capture-séquestration carbone (CSC) vise à capturer les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) des entreprises polluantes et des centrales et à les confiner en sous-sol (par exemple dans d'anciennes mines ou dans des gisements d'hydrocarbures épuisés). Encore très loin d'être opérationnelle, l'efficacité de cette technologie n'a pas encore été démontrée et elle n'est pas applicable à grande échelle. De plus elle est effroyablement coûteuse, elle ne peut capter qu'une fraction des émissions de CO₂ et implique des risques environnementaux majeurs (dont des fuites). Pourtant l'industrie des énergies fossiles persiste à se faire la championne de cette technologie, en l'utilisant comme excuse pour continuer à extraire et brûler des carburants fossiles.

Tout compte fait, la CSC est une distraction ruineuse pour les budgets publics dédiés au climat, alors que des alternatives bien plus efficaces sont déjà disponibles, qui permettraient d'amorcer l'indispensable transition structurelle.

Encadré 3. Climatoseptiques en action si ce n'est en paroles

Craignant que l'action contre le changement climatique ne menace leurs modèles économiques et leurs bénéfices, les entreprises ont entravé les processus scientifiques et nié l'existence du problème ("climatosepticisme") pendant des années. C'est le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD en Anglais) qui a eu le premier l'idée de positionner les grandes entreprises et l'industrie polluante au cœur de la solution plutôt que parmi les raisons du problème, en revendiquant l'obtention d'un siège à la table des négociations "climat".

D'autres groupes d'intérêts privés ont lentement intégré l'idée qu'une présence à l'intérieur du processus leur permettrait de subvertir et d'affaiblir l'agenda des négociations "climat". Et alors que le Protocole de Kyoto signé en 1997 arrivait à son terme, un changement s'est fait sentir dans les campagnes du secteur privé, vers une approche apparemment plus constructive: les entreprises avaient senti l'argent disponible dans les nouveaux mécanismes fondés sur le marché.

Aujourd'hui, en plus de la myriade de réseaux industriels "durables" et des groupes de "greenwashing" présentant le monde des affaires en sauveur du climat, et soutenant les fausses solutions favorables à l'industrie, nous constatons aussi la résurgence du climatosepticisme. Des grandes compagnies pétrolières telles qu'ExxonMobil ont été – et dans certains cas sont encore – les principaux bailleurs du climatosepticisme pseudoscientifique⁷. Mais plus systématiquement nous sommes témoins du déni "actif" du changement climatique, qui ne se traduit pas en mots mais par les actions. Par exemple les responsables politiques prétendent s'être engagés pour des solutions à la crise climatique, mais ils prennent quotidiennement des décisions qui aggravent cette crise; les institutions internationales refusent d'abandonner les énergies fossiles au motif que cela mettrait la croissance économique en péril; et les économistes proposent des réponses aussi superficielles que la fixation d'un prix du carbone, de façon à préserver le paradigme néolibéral. Ces approches dangereuses et de court-terme constituent autant de déni, non du changement climatique lui-même, mais de l'action réelle exigée pour en gérer les conséquences.

EDF ET ENGIE: LES DEUX GÉANTS FRANÇAISE DE L'ÉNERGIE

Engie

1 Place Samuel de Champlain, Faubourg de l'Arche, 92930 Paris – La Défense.

EDF

22-30 Avenue de Wagram, 75008 Paris.

EDF (Electricité de France) et Engie (anciennement GDF Suez) sont les opérateurs "historiques" sur le marché français de l'électricité et du gaz. Mais elles ont aussi étendu considérablement leurs opérations internationales. L'Etat français détient toujours respectivement 84 et 33 % de ces entreprises et ne cache pas son intention de tirer partie de la COP21 pour promouvoir ses deux "champions nationaux", qui sponsorisent tous les deux l'événement officiel.

Même si EDF et Engie se targuent de compter parmi les supporters de la transition vers des énergies vertes, ils sont avant tout champions des énergies sales⁸. Par exemple seulement 4 % de la production d'Engie provient de sources renouvelables; le reste provient du gaz, du charbon, du nucléaire et de grands barrages. Ensemble, EDF et Engie détiennent au moins 46 centrales à charbon dans le monde, qui émettent 151 millions de tonnes de gaz à effet de serre chaque année. Les deux entreprises sont également engagées dans l'extraction et le transport de pétrole, de charbon et de gaz. De plus, derrière cet engagement pour l'énergie verte, Engie dépend de la construction de barrages hydroélectriques immenses et destructeurs, tels que le méga-barrage de Jirau en Amazonie.

L'exemple d'EDF et Engie illustre le type de "transition" souhaitée par les entreprises du secteur énergétique: changer aussi peu que possible, se concentrer sur les grands projets financés par les gouvernements plutôt que décentraliser et démocratiser les systèmes énergétiques, et transférer les coûts de la transition énergétique vers les contribuables et les consommateurs.

Centre des hydrocarbures non-conventionnels (CHNC)

23 Rue Balzac, 75008 Paris.

Ce centre, dédié à la promotion du gaz de schiste en France, a été établi début 2015 par une coalition de grandes entreprises françaises dont Total, Engie, Solvay et Suez Environnement. Les intérêts économiques français n'ont jamais vraiment digéré l'interdiction de la fracturation hydraulique par le gouvernement français en 2011, ce qui donne à objectif clair à cette organisation.

Union Française des Industries Pétrolières (UFIP)

4 Avenue Hoche, 75008 Paris.

L'UFIP est l'association des professionnels de l'industrie pétrolière française. Elle s'est distinguée par la promotion constante et sans scrupule du pétrole et des énergies fossiles. L'organisation revendique donc qu'une transition énergétique n'est ni nécessaire ni possible, et que la France et le monde devront continuer à consommer massivement des énergies fossiles au cours des décennies à venir⁹. A l'approche de la COP21, l'UFIP a organisé sa "Journée annuelle des hydrocarbures" sur le thème "Le rôle des énergies fossiles dans la transition énergétique"¹⁰.

AFG (Association Française du Gaz)

8 Rue de l'Hotel de Ville, 92200 Neuilly-sur-Seine.

L'AFG est l'association professionnelle des industries françaises du gaz, dominée par Total et Engie. En juin 2015, l'AFG a organisé

le Sommet mondial du gaz à Paris, point d'orgue de la grande offensive de promotion du gaz comme « solution climatique » par les multinationales des énergies fossiles (voir encadré 1).

Institut Français du Pétrole — Énergies Nouvelles (IFPEN)

1-4 Avenue du Bois Preau, 92852 Rueil-Malmaison.

Cet institut de recherche public est étroitement lié à l'industrie des énergies fossiles. Il a récemment adjoint les mots "Énergies nouvelles" à son nom, mais sans que cela se réfère aux énergies renouvelables ; le nom renvoie en réalité à la Capture-séquestration du carbone, aux gaz de schiste, aux agrocarburants et à toutes les autres fausses solutions qui perpétuent l'âge des énergies fossiles (voir les encadrés 1, 2, 5, et la section "Fausses solutions agricoles" p. 23)

Ambassades de Norvège, des États-Unis et d'autres pays producteurs de pétrole

Ambassade de Norvège en France, 28 Rue Bayard, 75008 Paris.

Ambassade des États-Unis en France, 2 Avenue Gabriel, 75008 Paris.

En dépit de la crise climatique, les pays producteurs d'énergies fossiles sont avant tout inquiets de défendre leurs intérêts économiques et ceux de leurs entreprises, si bien qu'ils freinent tout accord ambitieux. C'est dans cet esprit que le gouvernement norvégien s'est porté au secours de Statoil, en insistant sur le besoin de continuer à brûler des énergies fossiles, mais d'une façon "soutenable". Et c'est pourquoi le Département d'Etat américain a défendu les intérêts de Chevron en convaincant les gouvernements d'Europe de l'Est d'ouvrir leurs portes aux gaz de schiste¹¹.

Encadré 4. la géo-ingénierie

La géo-ingénierie renvoie à la manipulation délibérée et à grande échelle du climat, dans le but prétendu de juguler les dérèglements climatiques. Les technologies sont le plus souvent hypothétiques, non prouvées scientifiquement et très risquées : la fertilisation des océans avec du fer de façon à faire proliférer les phytoplanctons capteurs de CO₂, la vaporisation d'aérosols au soufre dans la stratosphère pour abaisser les températures, la capture-séquestration de carbone dans le sol, pour n'en citer que quelques uns. La mobilisation de la société civile a conduit à l'introduction d'un moratoire (non-contraignant) sur la fertilisation des océans en 2009, mais la proposition continue d'intéresser des responsables politiques et économiques.

La géo-ingénierie suppose en fait de confier la gestion du changement climatique à une petite élite d'entreprises multinationales et de savants. Sa promotion sert avant tout à divertir l'attention du besoin de réduire rapidement et radicalement notre consommation d'énergies fossiles. En France, l'Agence nationale de la recherche encourage le développement de techniques de géo-ingénierie dites "douces".

Agence nationale de la recherche, 50 Av. Daumesnil, 75012 Paris.

Encadré 5. Les fausses solutions : l'énergie nucléaire

L'industrie nucléaire vieillissante est dénoncée depuis des décennies en raison des risques sociaux et environnementaux inacceptables qu'elle comporte, de son coût financier astronomique et des déchets radioactifs qu'elle génère.

Elle exploite désormais le changement climatique et joue son ticket "bas carbone" pour regagner un soutien politique et financier et une nouvelle vie, en dépit de son obsolescence. Mais la réalité de l'énergie nucléaire en fait une menace : une extraction de l'uranium qui exige une énorme quantité d'énergies fossiles (en aucun cas "bas carbone"), des violations des droits humains des populations locales associées à cette extraction, et l'investissement de milliards d'euros d'argent public¹².

Electricité de France (EDF)

EDF, 22-30 Avenue de Wagram, 75008 Paris.

L'entreprise de fourniture d'électricité détenue par l'Etat français, poids lourd du nucléaire, se prétend "bas carbone" et présente l'énergie nucléaire comme "zéro CO₂". Sa filiale EDF Energie est lourdement engagée dans le charbon, et a poursuivi des manifestants contre une centrale à charbon britannique en 2014¹³. Ces actions ruinent l'idée que le lobbying pro-nucléaire d'EDF relève d'un engagement "bas carbone", et qu'elle n'est pas seulement liée à la recherche de profits.

Un exemple des coûts financiers exponentiels de l'industrie nucléaire : le nouveau réacteur EDF en construction en Normandie a pris cinq ans de retard et dépasse déjà son budget initial de 6 milliards¹⁴. Et pourtant, en dépit de ces ratés, EDF dispose de puissants relais auprès des dirigeants politiques français qui s'assurent de promouvoir l'énergie nucléaire, y compris des parlementaires co-animateurs de l'Office parlementaire pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Cette instance publie des rapports parlementaires inévitablement positifs pour le secteur du nucléaire.

Areva

1 Place Jean Millier, 92084 Courbevoie.

Des révélations récentes ont montré que les mines d'uranium d'Areva au Niger, et les radiations qu'elles entraînent, pourraient avoir causé nombre de décès et de maladies chez les populations locales. Cela ne fait qu'ajouter aux malheurs du géant nucléaire détenu par l'Etat français : des défauts de conception d'un réacteur, les problèmes de sécurité, et la déroute financière¹⁵. Pourtant l'entreprise continue d'insister sur le fait que l'énergie nucléaire est la plus "sûre et la plus compétitive"¹⁶.

TRANSPORT

Le secteur des transports est l'un des plus grands consommateurs d'énergies fossiles, mais il continue de s'opposer à toute régulation. Il sera bien représenté lors du Sommet par Renault-Nissan, Air France et Aéroports de Paris, tous trois sponsors officiels de la COP21.

Automobile : Renault-Nissan, Volkswagen et les autres

Renault-Nissan

13/15 Quai Alphonse le Gallo, 92100 Boulogne-Billancourt.

Volkswagen

Avenue de la Demi-Lune, 95700 Roissy-en-France.

Les voitures sont une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre, mais l'industrie automobile use de son poids politique et économique pour empêcher toute restriction de leur usage. Le scandale récent montrant que Volkswagen a falsifié les chiffres d'émission de ses moteurs a montré le lobbying agressif et l'influence exercés par les fabricants d'automobiles sur leurs gouvernements respectifs de façon à vider les réglementations environnementales de toute ambition réelle. De plus les tests indépendants montrent que la consommation de carburant et les émissions de CO₂ sont en réalité beaucoup plus élevées que ce que les régulateurs permettent.

Volkswagen et ses compatriotes allemands BMW et Daimler sont parmi les entreprises les plus violemment opposées au renforcement des normes relatives aux émissions des voitures individuelles en Europe. Elles expriment leurs objections en direct, ou à travers des lobbies tels que l'Association européenne des constructeurs automobiles (AECA) et l'Association allemande de l'industrie automobile (VDA)¹⁷.

Des groupes comme Renault-Nissan — sponsor officiel de la COP21 — mettent en avant la voiture électrique comme un

moyen de maintenir la croissance de la domination automobile, mais l'impact de ces voitures "vertes" sur l'environnement et le climat est seulement légèrement inférieur à celui des véhicules conventionnels¹⁸. En France, la voiture électrique est promue par les producteurs d'énergie tels qu'EDF dans l'espoir de booster le marché de l'énergie nucléaire (voir Encadré 5).

Aviation: Air France et l'IATA

IATA (Association Internationale du Transport Aérien)

19 Boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

Air France

45 Rue de Paris, 95747 Roissy Charles de Gaulle Airport.

L'expansion du transport aérien est une autre cause importante de la crise climatique. Jusqu'à présent, son industrie est parvenue à échapper à toute réelle réglementation même si ses émissions s'accroissent plus vite que celles de tous les autres secteurs économiques. A la fois directement et à travers l'AITA, leur très influent lobby international, les compagnies aériennes sont parvenues à bloquer la proposition européenne d'introduire une taxe sur les émissions de gaz à effet de serre produites par les vols internationaux¹⁹.

L'AITA refuse également que l'aviation civile internationale soit concernée par l'accord international sur le climat qui sera adopté à Paris²⁰. L'industrie préfère de loin les engagements non-contraignants et les fausses solutions telles que les crédits carbone et les mécanismes de compensation (voir Encadré 6).

Air France, un autre sponsor officiel de la COP21 — est aussi un utilisateur important de ces mécanismes. Elle est également critiquée pour les impacts sociaux et environnementaux très négatifs d'un projet de reforestation à Madagascar. Ce type de projet destructeur, supposé "compenser" des émissions de gaz à effet de serre, ne fait en réalité que légitimer la continuité absolue des pratiques de l'industrie de l'aviation²¹.





INVESTIR DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE :

**banques et assureurs
au service des grands
pollueurs**

Même si la plupart des grands acteurs financiers se disent sensibles aux préoccupations environnementales, ça n'a jamais empêché les banques françaises d'investir lourdement dans les énergies fossiles et les fausses solutions. Pas plus que cela ne dissuade les institutions financières de spéculer sur les catastrophes naturelles et la biodiversité. De nouveaux outils financiers "verts" émergent actuellement — par exemple les "obligations vertes" — mais peut-on leur accorder crédit compte tenu des critères nébuleux qui entourent ce type d'investissement ?

BNP Paribas

16 Boulevard des Italiens, 75009 Paris.

La plus grande banque de la zone euro, BNP Paribas, figure parmi les institutions financières qui investissent le plus dans le charbon (la banque est classée 9^{ème} au plan mondial, avec plus de 15 milliards d'euros investis depuis 2005)²². Ses investissements dans le pétrole, le charbon et le gaz se traduisent par le recrachage de 1,36 milliards de tonnes de CO₂ annuelles²³, au même niveau que le Japon et ses 127 millions d'habitants. La banque est aussi l'une des plus impliquées dans le financement de centrales nucléaires (13,5 milliards d'euros entre 2000 et 2009)²⁴.

Crédit Agricole

Branche "Finance et investissement" : 9 Quai du Président Paul Doumer, 92920 Paris-La-Défense.

Le Crédit agricole a investi jusqu'à 4,7 milliards dans des centrales à charbon entre 2005 et 2014²⁵. Ses investissements dans les énergies fossiles en font la banque mutualiste la plus polluante du monde (chaque euro dépensé équivaut à la production d'un kilogramme de CO₂ par an)²⁶. Le Crédit Agricole est aussi critiqué pour le financement de deux entreprises, Arch Coal et Alpha Natural Resources, qui recourent à la technologie du "mountain top removal", une pratique dévastatrice consistant à faire exploser les montagnes pour exploiter le charbon qui se trouve à l'intérieur²⁷. Le 20 mai 2015, au cours de son Assemblée générale, le Crédit agricole a annoncé qu'elle renonçait à financer à la fois de nouveaux projets miniers et cette technologie²⁸. Elle n'en continuera pas moins, toutefois, de financer de grands groupes du secteur extractif, tels que BHP Billiton et Glencore.

Engie (formerly GDF Suez)

1 Place Samuel de Champlain, Faubourg de l'Arche, 92930 Paris-La-Défense.

En 2014, la compagnie énergétique Engie a levé 2,5 milliards d'euros grâce à l'émission d'"obligations vertes". L'argent collecté devait être exclusivement utilisé pour financer des projets d'énergies renouvelables et concourant à l'efficacité énergétique. Cependant Engie en a fait usage pour financer le barrage de Jirau au Brésil²⁹, un véritable désastre environnemental et humain qui a conduit à la destruction des moyens de subsistance des communautés locales, au déplacement de populations, à la déforestation, à des cas de travail forcé... L'obligation pourrait également servir à financer d'autres grands barrages, comme ceux sur la rivière Tapajós, l'une des seules régions encore non développée en Amazonie.

AXA

AXA Investment Managers: Tour B, 100 Esplanade du Général de Gaulle, 92932 Paris-La-Défense.

Il est désormais possible de spéculer sur les catastrophes environnementales grâce à l'introduction de "cat bonds" (littéralement "catastrophe bonds"). Parmi les entreprises spécialisées dans le domaine, on trouve la compagnie d'assurance AXA.

Comment fonctionne ce produit financier ? AXA émet une obligation via une banque d'investissement, et la vend alors à des investisseurs. Si la catastrophe intervient selon les termes de l'accord négocié lors de l'investissement, les investisseurs perdent tout ou partie du capital investi. Dans le cas contraire, l'investisseur recouvre son capital initial plus les intérêts générés. En 2011, les encours de "cat bonds" se chiffraient autour de 11 milliards de dollars. En 2013, AXA a émis des obligations permettant de couvrir des dommages industriels que pourrait provoquer une tempête en Europe occidentale, pour un total de 350 millions d'euros.

Caisse des Dépôts et Consignations

Headquarters: 56 Rue de Lille, 75007 Paris.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est une institution financière publique française présente au capital de nombreuses entreprises. La CDC gère le fonds de réserve des retraites, censé assurer la protection sociale des générations futures. Le problème : ce fonds, qui dispose de 34 milliards d'euros d'actifs, contribue au changement climatique à travers les investissements directs qu'il a effectués dans 60 des plus grandes compagnies pétrolières et gazières du monde, et dans 21 des plus grandes entreprises de charbon de la planète³⁰. Le géant du pétrole Total, par exemple, a reçu plus de 130 millions d'euros de ce fond.

La CDC Biodiversité, une filiale de la CDC, s'est embarquée dans la création de "réserves d'actifs naturels" en achetant des zones dont la biodiversité est menacée. Après réhabilitation de ces zones, CDC Biodiversité transforme son investissement en actifs financiers qui peuvent être vendus aux entreprises souhaitant compenser les "effets négatifs" de leurs activités. En bref, les entreprises sont à même d'acheter le "droit à détruire" (voir Encadré 6). La CDC est l'une des cibles de la campagne pour le désinvestissement lancée par 350.org³¹.



POUR NOUS SAUVER, ENCORE PLUS DE MARCHÉS?

En 1997, le Protocole de Kyoto a introduit des « instruments basés sur le marché » qui ont rendu possible la privatisation de ce bien commun qu'est l'atmosphère. Les marchés carbone consistent à mettre un prix sur des services écologiques comme la séquestration du carbone et à les transformer ainsi en sources de profits. Les pays riches, poussés par les gros pollueurs et leurs lobbies, ont mis en place une quinzaine de « marchés carbone » nationaux, régionaux et internationaux, lesquels leur donnent tout simplement la possibilité de continuer à polluer dans un endroit s'ils s'abstiennent de polluer dans un autre.

Bien entendu, les marchés carbone n'ont pas permis de réduire les émissions globales de gaz à effet de serre, mais il ont permis d'enrichir les pires des pollueurs. Les lobbies industriels et financiers ont été les principaux architectes de l'émergence des marchés carbone, qui leur permettent de profiter de la pollution, d'éviter de changer leur modèle commercial et de détourner l'attention et les ressources de mesures politiques qui seraient, elles, véritablement efficaces.

Enel

50 Rue de la Victoire, 75009 Paris.

Enel, la principale entreprise énergétique italienne, est propriétaire d'Endesa, une importante société espagnole investie dans le gaz et le charbon³². Enel a récemment annoncé qu'elle deviendrait « neutre en carbone » d'ici 2050³³, mais à y regarder de plus près, il s'avère qu'elle ne compte pas le faire en réduisant ses émissions, mais en les « compensant » (voir Encadré 6). Enel reçoit des crédits carbone dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP), un mécanisme de compensation mis en place dans le cadre de l'ONU, pour ses barrages hydroélectriques « neutres en carbone ». Mais le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a montré que les grands barrages peuvent avoir une empreinte carbone supérieure à celle du charbon³⁴, et qu'ils peuvent provoquer des tensions sociales et écologiques. La comptabilité douteuse du MDP permet à Enel de réduire à zéro son empreinte carbone alors même que ses émissions réelles augmentent. Illustration de ce cynisme : Enel a récemment été classée cinquième parmi les entreprises qui « changent le monde » dans un classement établi par le magazine Fortune³⁵.

Rio Tinto

17 Place du Reflet, 9209 Paris-La-Défense.

Le géant minier Rio Tinto est réputé pour ses activités destructrices et pour les mauvais traitements qu'il réserve à ses travailleurs : en témoignent, parmi de dizaines d'exemples, la répression des opposants en Indonésie, l'assèchement des ressources en eau en Mongolie, ou la destruction de la biodiversité à Madagascar³⁶. L'entreprise tente donc de se bricoler une image « verte » en

recourant à des mécanismes volontaires afin de « compenser » les dégâts qu'elle inflige à la biodiversité en la « remplaçant » ailleurs, dans le cadre de partenariats impulsés par les industriels comme le *Business and Biodiversity Offsets Programme* (BBOP : « Programme Entreprises et Compensations Biodiversité »)³⁷. En réalité, il est avéré que ce système de compensation, qui consiste à monétiser la nature et à tenter d'en transférer le coût ailleurs, peut accélérer le déclin de la biodiversité (voir Encadré 6). Rio Tinto cherche à obtenir la bénédiction de l'Union européenne et de l'ONU pour la compensation de ses activités extractives destructrices de l'environnement.

Deutsche Bank

23-25 Avenue Franklin Delano Roosevelt, 75008, Paris.

Engluée dans des scandales de manipulation des marchés et de blanchiment d'argent, Deutsche Bank a reçu des amendes record pour ses délits financiers (par exemple une amende de 2,5 milliards de dollars pour manipulation des taux d'intérêt)³⁸. Des employés de la banque, promotrice de longue date des marchés carbone malgré leur échec avéré (voir Encadré 6), ont été mis en examen pour fraude à la TVA dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émissions³⁹. La banque estime que les marchés peuvent être manipulés, et le négoce des permis carbone est pour elle un moyen de profiter de la crise climatique. Faire de l'argent, et non pas sauver le climat, est ce qui intéresse Deutsche Bank, comme l'illustrent les €15 milliards qu'elle a investis dans le charbon entre 2005 et 2014⁴⁰.

International Emissions Trading Association (IETA) — Association internationale du commerce d'émissions

Side event, Le Bourget, 16 December, 16:45-18:15.⁴¹

Née de l'imagination des multinationales et de leurs lobbies (WBSCD, Shell et Rio Tinto) et de la Commission des Nations unies sur le commerce et le développement, IETA envoie des centaines de délégués dans les négociations climatiques et organise des douzaines d'événements où les représentants des entreprises peuvent nouer des relations étroites avec les décideurs. Sa mission est de favoriser l'expansion des marchés carbone dans le monde entier, afin que les entreprises puissent continuer à polluer en achetant des crédits dans les pays pauvres au lieu de réduire leurs émissions à la source (voir Encadré 6). Ses membres incluent des multinationales des énergies sales, de la finance et du négoce des hydrocarbures comme BP, Chevron, BNP Paribas, EDF Trading et Vattenfall Energy Trading.

Chambre de commerce internationale

43 Avenue du Président Wilson, 75116 Paris.

La Chambre de commerce internationale (ICC France), qui représente des milliers d'entreprises dans 130 pays, est l'un des plus importants lobbies économiques au monde. Se présentant comme championne du développement durable, la Chambre de commerce internationale prétend mobiliser l'expertise, l'innovation et l'investissement du secteur privé au service de la lutte contre le changement climatique, mais en réalité, elle se contente de promouvoir les marchés carbone comme réponse principale⁴² et se préoccupe surtout de préserver le taux de profit des entreprises.





ÉNERGIES FOSSILES

- A1 Total (Siège social)**
2 place Jean Millier, 92930 La Défense
- A2 Shell**
307 rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes
- A3 Exxon Mobil / Esso France**
5 entrepont Iris, 92400 Courbevoie, La Défense
- A4 Enel (Siège social)**
50 rue de la Victoire, 75009 Paris
- A5 Engie (Siège social)**
1 place S. de Champlain, Fg de l'Arche, 92930 La Défense
- A6 EDF (Siège social)**
22-30 avenue de Wagram, 75008 Paris
- A7 Centre Hydrocarbures non conventionnels**
23 rue Balzac, 75008 Paris
- A8 Union française des Industries pétrolières (UFIP)**
4 avenue Hoche, 75008 Paris
- A9 Association française du gaz**
8 rue de l'Hôtel de ville, 92200 Neuilly-sur-Seine
- A10 Institut français de pétrole – énergies nouvelles – IFP-EN**
1-4 avenue du Bois Préau, 92852 Rueil-Malmaison
- A11 Ambassade de Norvège / Statoil**
28 rue Bayard, 75008 Paris
- A12 Ambassade des Etats-Unis / Chevron**
2 avenue Gabriel, 75008 Paris
- A13 Renault Nissan (Siège social)**
13 /15 Quai Alphonse le Gallo, 92100 Boulogne-Billancourt
- A14 Volkswagen**
avenue de la Demi-Lune, 95700 Roissy-en-France
- A15 Air France (Siège social)**
45 rue de Paris, 95747 Roissy Aéroport Charles de Gaulle
- A16 Association internationale du transport aérien**
19 boulevard Malesherbes, 75008 Paris
- A17 Areva (Siège social)**
1 place Jean Millier, 92400 Courbevoie
- A18 Agence Nationale de la Recherche**
50 avenue Daumesnil, 75012 Paris



INVESTIR DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : BANQUES ET ASSUREURS AU SERVICE DES GRANDS POLLUEURS

- B1 BNP Paribas (Siège social)**
16 boulevard des Italiens, 75009 Paris
- B2 Credit Agricole (Financement et Investissement)**
9 quai du Président Paul Doumer, 92920 La Défense
- B3 Engie**
1 place S. de Champlain, Fg de l'Arche, 92930 La Défense
- B4 AXA (Investment Managers)**
Tour B - 100, Esplanade du Gal de Gaulle, 92932 La Défense
- B5 Caisse des Dépôts (Siège social)**
56 rue de Lille, 75007 Paris



PAS DE LIMITES À L'ÉCONOMIE NÉOLIBÉRALE !

- C1 OCDE**
Chateau de la Muette, 2 rue André Pascal, 75016 Paris
- C2 PNUE – Programme des Nations-Unies pour l'Environnement**
15 rue de Milan, 75009 Paris
- C3 Banque Mondiale**
66 avenue d'Iéna, 75116 Paris
- C4 Chaire d'économie du climat – Paris Dauphine**
Palais Brogniart - 4e, 28 place de la Bourse, 75002 Paris
- C5 MEDEF**
55 avenue Bosquet, 75007 Paris
- C6 CEFIC**
Solvay 25 rue de Clichy, 75009 Paris



FAUSSES SOLUTIONS AGRICOLES

- D1 Yara**
77 esplanade du Général de Gaulle, Puteaux, La Défense
- D2 Monsanto and the Gates Foundation Fleishman Hillard,**
37-39 rue de la Bienfaisance, 75008 Paris
- D3 Avril Sofiproteol**
11 rue de Monceau, 75008 Paris
- D4 Shell**
307 rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes



ÉVÉNEMENTS PENDANT LA COP21 : UNE GRANDE FÊTE POUR LES LOBBIES

- E1 Solutions COP21**
Grand Palais, 3 avenue du Général Eisenhower, 75008 Paris
- E2 Forum de l'Innovation Durable**
Parc des Expositions Paris le Bourget, 93350 Le Bourget
- E3 Sommet Mondial sur le Climat**
Hotel Potocki, 27 avenue de Friedland, 75008 Paris
- E4 Caring for Climate Business Forum**
Parc des Expositions Paris le Bourget, 93350 Le Bourget
- E5 Energie pour Demain**
Hotel Potocki, 27 avenue de Friedland, 75008 Paris
- E6 WBCSD Council Meeting**



COMMERCE VERSUS CLIMAT : LE DROIT INTERNATIONAL AU SERVICE DE L'INDUSTRIE ET DE LA FINANCE

F1 American Chamber of Commerce

77 rue de Miromesnil, 75008 Paris

F2 Cercle de l'industrie

5 rue Tronchet, 75008 Paris

F3 Lafarge (Siège social)

61 rue des Belles Feuilles, 75016 Paris

F4 Perenco

7 rue de Logelbach, 75017 Paris

F5 Vattenfall

1 rue du départ, 75014 Paris

F6 Ambassade du Japon

7 avenue Hoche, 75008 Paris

F7 Shearman and Sterling LLP

114 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris



QUI FINANCE LA COP21 ? LES PLUS GRANDS POLLUEURS !

G1 Air France (Siège social)

45 rue de Paris, 95747 Roissy Aéroport Charles de Gaulle

G2 Renault Nissan (Siège social)

13 /15 quai Alphonse Le Gallo, 92100 Boulogne-Billancourt

G3 EDF (Siège social)

22-30 avenue de Wagram, 75008 Paris

G4 Michelin

27 cours de l'Île Seguin, 92100 Boulogne-Billancourt

G5 BNP Paribas (Siège social)

16, boulevard des Italiens, 75009 Paris

G6 Engie (Siège social)

1 place S. de Champlain, Fg de l'Arche, 92930 La Défense

G7 Suez Environnement (Siège social)

16 place de l'Iris, 92400 Courbevoie

G8 Caisse des Dépôts (Siège social)

56 rue de Lille, 75007 Paris

G9 Generali

11 boulevard Haussmann, 75009 Paris

G10 AXA (Siège social)

313 terrasse de l'Arche, 92727 Nanterre

G11 Blue solution, Bolloré

Tour Bolloré, 31-32 quai De Dion-Bouton, 92811 Puteaux

G12 Aéroports de Paris

291 boulevard Raspail, 75014 Paris



POUR NOUS SAUVER, ENCORE PLUS DE MARCHÉS?

H1 Enel (Siège social)

50 rue de la Victoire, 75009 Paris

H2 Rio Tinto

17 Place des Reflets, 92400 Courbevoie, La Défense

H3 Deutsche Bank

23-25 avenue Franklin Delano Roosevelt, 75008 Paris

H4 Epex Spot

5 boulevard Montmartre, 75002 Paris

H5 International Chamber of Commerce (ICC)

43 avenue du Président Wilson, 75116 Paris

H6 International Emissions Trading Association (IETA)

Parc des Expositions Paris Le Bourget,
Side Event, 93350 Le Bourget



LES GRANDS PROJETS INUTILES EN ÎLE-DE-FRANCE

I1 Centre d'expos Paris Nord Villepinte (Vipa- ris/Unibail-Rodamco)

ZAC Paris Nord 2, 93420 Villepinte

I2 Le Bourget

Parc des Expositions Paris Le Bourget,
Carrefour Charles Lindbergh, 93350 Le Bourget

I3 Centrale charbon CPCU à Saint-Ouen

Docks de Saint-Ouen, 93400 Saint-Ouen

I4 Aéroport de Roissy

Paris-Charles De Gaulle, 95700 Roissy-en-France

I5 Aéroport du Bourget

Aéroport de Paris - Le Bourget,
180 esplanade de l'Air et de l'Espace, 93350 Le Bourget

I6 Centre commercial : Parinor

O'Parinor Le Haut de Galy, 93600 Aulnay-sous-Bois

I7 Centre commercial : Aéroville

Aéroville 30 rue des Buissons, 95700 Roissy-en-France

I8 Centre commercial : le Millénaire

23 rue Madeleine Vionnet, 93300 Aubervilliers France

I9 Centre commercial : Rosny2

Avenue du Général de Gaulle, 93110 Rosny-sous-Bois

I10 Centre commercial : Projet Europacity

EuropaCity, La Patte-d'Oie de Gonesse, 95500 Gonesse

I11 Incinérateur Saint-Ouen

Docks de Saint-Ouen, 93400 Saint-Ouen

I12 Incinérateur Bercy

43 rue Bruneseau, 75013 Paris

I13 Data center d'Aubervilliers/La Plaine

45 avenue Victor Hugo, 93300 Aubervilliers

I14 Data center d'Aubervilliers/La Plaine

10 rue Waldeck Rochet, 93300 Aubervilliers

I15 Data center d'Aubervilliers/La Plaine

34 rue des Gardinoux, 93300 Aubervilliers

I16 Data center d'Aubervilliers/La Plaine

11-13 avenue Arts et Métiers, 93200 Saint-Denis

I17 Autoroute A1

Porte de la Chapelle, 75018 Paris

EPEX SPOT

5 Boulevard Montmartre, 75002 Paris.

L'European Power Exchange, EPEX Spot, est la bourse des marchés spot de l'électricité (autrement dit un centre de commerce pour les contrats « spot », ou accords de vente immédiate, d'électricité) pour l'Allemagne, l'Autriche, la France, le Luxembourg et la Suisse. Les marchés « spot » de l'électricité, qui permettent de spéculer sur l'électricité considérée comme un actif financier à toute heure du jour et de la nuit, connaissent une expansion rapide. Le négoce de l'électricité sur les marchés « spot » crée de nouvelles opportunités pour les multinationales de l'énergie, les banques et les investisseurs qui peuvent jouer avec notre énergie et avec nos vies, et constituent un obstacle supplémentaire à la mise en œuvre de politiques de transition énergétique.

Encadrés 6. Compensations injustes et marchés manipulés

Qu'est-ce que le commerce d'émissions ?

Le négoce des émissions cible le dioxyde de carbone et les autres gaz à effet de serre en fixant une limite quantitative aux émissions des pollueurs. Les pays et les entreprises peuvent entrer dans des échanges de « permis d'émissions » afin de satisfaire leurs obligations de réduction d'émissions (spécifiées, dans le cas des pays, par le Protocole de Kyoto). Un pays ou une entreprise avec des émissions supérieures à la limite fixée peut acheter le droit de polluer davantage, tandis qu'un pays ou une entreprise avec des émissions moindres peut vendre ses droits de polluer à d'autres pays ou entreprises.

Le Système d'échanges de quotas d'émissions de l'Union européenne

Le Système d'échanges de quotas de l'Union européenne (EU ETS) continue à être vanté par la Commission européenne comme le « meilleur outil » pour combattre le changement climatique. En réalité, il est structurellement vicié et devrait être aboli afin que des politiques climatiques authentiques puissent prendre le relais⁴³.

Le lobbying exercé par l'industrie lui a permis de s'assurer que la mesure phare mise en place par l'Union européenne en matière de climat — et le plus important marché carbone au monde — est si plein de failles que les pollueurs n'ont même pas besoin de réduire leurs émissions domestiques. Le négoce des « permis de polluer » (qui sont donnés gratuitement aux entreprises, et qui sont limités par un seuil global si haut qu'il en est inutile) s'est révélé une véritable manne financière pour l'industrie. En outre, celle-ci peut se permettre de transférer aux consommateurs le coût des permis d'émissions gratuits qu'elle reçoit, comme si elle avait véritablement payé pour les obtenir. Le marché carbone européen est un échec calamiteux, qui n'a rien fait pour le climat, tout en remplissant les poches des pollueurs⁴⁴.

Un marché carbone global

Les entreprises poussent plus que jamais pour un marché mondial du carbone, mais la tentative de combiner les différents mécanismes nationaux et régionaux, qui ont chacun leurs propres critères sociaux, environnementaux et de comptabilisation du carbone, risque de nous faire tomber rapidement dans une course au moins-disant. Les pollueurs du Nord ont démontré qu'ils préféreraient de loin acheter des compensations douteuses dans les pays les plus pauvres plutôt que de réduire leurs émissions à la source. L'appel à un marché global du carbone est également une tactique pour y inclure les « concurrents » des pays du Sud (via des programmes sectoriels) sans tenir compte de la responsabilité historique des pays du Nord. C'est est inacceptable et contraire à la justice climatique.

Le Mécanisme de développement propre (MDP) et la compensation carbone

Une compensation carbone consiste à réduire des émissions de gaz à effet de serre à un endroit afin de compenser des émissions générées ailleurs. Il existe deux marchés distincts pour la compensation carbone. Sur le marché principal, des entreprises, des gouvernements et d'autres entités acquièrent des compensations afin de respecter la limite imposée à leurs émissions totales de dioxyde de carbone. Sur le marché volontaire, bien plus petit que le précédent, des individus, des entreprises et des gouvernements achètent des crédits pour compenser leurs propres émissions de gaz à effet de serre sur la base du volontariat.

Le principal mécanisme de compensation carbone des Nations unies, le Mécanisme de développement propre (MDP), encourage les pays et les entreprises à payer pour des crédits carbone, lesquels sont générés dans la plupart des cas via des méga-projets dans les pays du Sud. Mais une grande partie des projets du MDP n'entraînent pas de réductions additionnelles d'émissions par rapport à celles qui seraient survenues de toute façon, même si le projet n'avait pas eu lieu. En plus de ne pas réellement permettre des « économies » d'émissions, les projets générateurs de crédits MDP — parmi lesquels des centrales au charbon, des méga-projets éoliens ou hydroélectriques ou des plantations basées sur la monoculture — ont souvent des impacts négatifs pour les communautés locales et leur environnement.

Compensation biodiversité

L'extension à la biodiversité de la logique viciée de la compensation carbone — inestimable et irremplaçable — est la dernière revendication en date des industries polluantes. Les multinationales cherchent à obtenir carte blanche pour continuer à détruire l'environnement sous le prétexte fallacieux que les habitats naturels pourraient être « remplacés » ailleurs. Or il est avéré que la compensation biodiversité peut en réalité accélérer le déclin de la biodiversité, tout en sapant la capacité des communautés à résister aux projets destructeurs⁴⁵.



PAS DE LIMITES À L'ÉCONOMIE NÉOLIBÉRALE !

Les institutions internationales, les économistes néolibéraux et la majorité des gouvernements répètent ad nauseam qu'il est urgent de donner un prix au carbone afin de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et de mettre en œuvre la transition énergétique. L'introduction d'un tel « signal prix » dans l'économie est présenté comme une solution tellement évidente et magique qu'elle serait difficile à contester : si l'on donne un prix à la pollution, les coûts des technologies les plus polluantes vont augmenter, ce qui stimulera les technologies vertes et encouragera les acteurs économiques à réduire leur pollution et à investir dans les « solutions vertes ». Problème résolu ! Plus besoin de remettre en cause les politiques de croissance économique ou les fondements matériels de l'économie mondiale. Bref, si l'on réfléchit avec ces œillères, les marchés seraient capables de résoudre les problèmes qu'ils ont contribué à créer, malgré l'accumulation des preuves contraires, comme l'explique l'Encadré 6.

Faire croire que le prix du carbone constitue le remède miracle à tous nos problèmes est un moyen pour les entreprises de s'assurer que la lutte contre le changement climatique se satisfera des signaux du marché, plutôt qu'elle n'interviendra sous la contrainte de politiques gouvernementales. Un prix du carbone est censé permettre aux entreprises de réduire leurs émissions de la manière la plus économiquement efficace (autrement dit la moins chère), mais la focalisation étroite sur le carbone entraîne l'exclusion de toute autre considération, qu'elle soit sociale, environnementale ou économique. Les entreprises n'ont qu'à choisir les technologies qui correspondraient le mieux à leur modèle commercial ou celles qui entraînent le moins de coûts supplémentaires, sans tenir compte de leurs coûts pour les gens et pour la planète. C'est la porte grande ouverte à des fausses solutions technologiques comme le CCS, le BECCS, les agrocarburants, le nucléaire, etc. (voir Encadrés 2, 5 et les fausses solutions agricoles page 23). La vraie bataille qui se joue autour du prix du carbone est celle de la réglementation — les gouvernements et le public seront-ils en mesure de décider des politiques à mettre en œuvre pour l'avenir du climat, ou bien laisseront-ils cette responsabilité entre les mains des multinationales et du marché ?

OECD

Château de la Muette, 2 Rue André Pascal, 75016 Paris.

L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE)⁴⁶ regroupe les plus riches des pays dotés d'une économie de marché. Depuis plus de quarante ans, rapport après rapport, l'OCDE a toujours argumenté qu'il n'existait pas de contradiction fondamentale entre l'expansion du commerce international, la croissance économique et la protection de l'environnement, y compris la lutte contre le changement climatique.

L'OCDE est une force majeure de promotion du néolibéralisme, du libre-échange et des marchés dérégulés. Ses analyses ont eu un impact considérable sur les politiques nationales qui ont permis aux riches de s'enrichir tandis que les pauvres s'appauvrirent davantage, que les ressources s'épuisaient et que l'environnement était ravagé. Pour l'OCDE, il n'y a pas d'alternative aux politiques de croissance économique fondées sur une consommation et des profits illimités. Elle joue à ce titre un rôle majeur dans l'exacerbation du changement climatique et dans le blocage de toute transition vers un monde « bas carbone » juste et durable⁴⁷.

Encadré 7. Le commerce des biens « verts »

L'OCDE est l'un des principaux promoteurs de l'Accord sur les biens environnementaux⁴⁸ en cours de négociation par 17 pays et entités régionales, sous le prétexte que la libéralisation du commerce des biens et des services « verts » nous permettrait de résoudre la crise climatique. De cette manière, la nature et les processus naturels deviennent une marchandise.

Non seulement ces négociations ignorent l'empreinte carbone de l'augmentation de la production et du commerce des produits industriels, qu'ils soient ou non « verts », mais elles sont aussi utilisées par certains pays pour pousser à la libéralisation du commerce de produits dont les bénéfices pour le climat sont plus que problématiques, comme les pièces de moteurs d'avion, les agrocarburants ou les composants nucléaires.

PNUE — Programme des Nations Unies pour l'Environnement

15 Rue de Milan, 75009 Paris.

Créé en 1972, le PNUE⁴⁹ est la plus haute autorité environnementale au sein du système des Nations Unies. Alors que le PNUE est officiellement chargé de renforcer les institutions afin d'assurer une gestion avisée de l'environnement, il est de plus en plus gagné par les réflexes classiques de l'économie néolibérale de l'environnement qui guident l'essentiel des politiques internationales. En témoigne le rapport conjoint avec l'OMC publié en amont de la conférence de Copenhague⁵⁰, qui prétend, à l'opposé des faits et de la théorie, qu'il n'y aurait pas de contradiction majeure entre l'expansion continue du libre-échange et la lutte contre les dérèglements climatiques. La Division de la technologie, de l'industrie et de l'économie (DTIE) du PNUE, basée à Paris, joue un rôle majeur dans la néo-libéralisation du PNUE et des rapports que celui-ci produit.

Banque mondiale

66 Avenue d'Iéna, 75116 Paris.

La Banque mondiale est l'un des principaux financeurs de l'expansion des énergies fossiles. Elle a multiplié son soutien au secteur par plus de quatre entre 2000-2004 et 2010-2014⁵¹.

Elle consacre encore 1,5 fois plus de fonds aux énergies fossiles qu'aux énergies renouvelables, et continue à investir dans des projets destructeurs dans les pays les plus pauvres. La Banque a récemment lancé une nouvelle initiative sous le titre « Il est temps d'attribuer un prix au carbone » en alliance avec des banques (AG2R, BNP, Deutsche Bank, etc.), des gros pollueurs (Airbus, Air France, Arcelor Mittal, BP, DuPont, Engie, Lafarge, Rio Tinto, Shell, Statoil, Unilever, Veolia, Yara, etc.) et des chefs d'État (dont Angela Merkel et François Hollande)⁵². Selon la Banque mondiale, les politiques de lutte contre le changement climatique doivent être économiquement efficaces, et le prix du carbone est le meilleur moyen d'exclure les politiques climatiques « inefficaces »⁵³. La Banque mondiale fait la promotion du prix du carbone comme un moyen de continuer à faire des affaires sans s'attaquer aux racines de la crise climatique.

Chaire d'économie du climat : Université de Paris-Dauphine

Palais Brongniart, 4th floor, 28 Place de la Bourse, 75002 Paris.

La Chaire d'économie du climat regroupe des économistes au services des entreprises multinationales. Financée par Total, EDF, Engie, ERDF, GRDF, Michelin, InVivo, Amundi, Solvay, Sofiproteol, CDC, la chaire d'économie du climat de Paris Dauphine⁵⁴ est un des plus fervents promoteurs de l'introduction d'un prix mondial et unique du carbone et du développement des mécanismes de marché dans la gouvernance mondiale du climat. Christian de Perthuis, de la Chaire d'économie du climat de Paris-Dauphine, en alliance avec Jean Tirole (École d'économie de Toulouse et prix Nobel d'économie 2014) ont lancé un appel conjoint aux économistes du monde entier pour qu'ils soutiennent une proposition consistant à inclure dans le futur accord de Paris le principe d'un prix unique du carbone sur le marché mondial⁵⁵, comme prélude à la création d'un marché mondial intégré du carbone (voir Encadré 6).

Encadré 8. Lobbys patronaux généralistes : Medef, BusinessEurope et Table-ronde des industriels européens

MEDEF

55 Avenue Bosquet, 75007 Paris.

Le Medef, principal lobby patronal français, a été dénoncé comme l'un des pires lobbys économiques en raison de son opposition active à toute forme de régulation visant à protéger le climat. Il soutient le développement du gaz de schiste et l'affaiblissement des objectifs climatiques de l'Union européenne, et a tenté de bloquer la loi sur la transition énergétique en France⁵⁶. Le Medef est le membre français de BusinessEurope (BE), l'une des forces les plus régressives en matière de politique climatique en Europe. BE a réussi à torpiller les objectifs climatiques 2030 de l'UE, à réduire leur ambition et s'assurer que l'industrie obtiendrait des aides massives en prétextant des coûts imaginaires. Son efficacité vient de son accès privilégié aux décideurs européens : au moment de la finalisation des objectifs 2030, BE a organisé une conférence d'un jour à l'intérieur même des bureaux de la Commission. 18 PDG européens, dont ceux d'ArcelorMittal et GDF Suez, furent rejoints par le président d'alors de la Commission, Barroso, et quatre directeurs-généralistes. En fin de compte, BE a été en mesure d'imposer son agenda climaticide, et ses principaux messages se retrouvent dans le texte finalement adopté⁵⁷.

La Table-ronde des industriels européens (TRE), qui regroupe les principaux patrons européens, est un autre puissant lobby pro-multinationales et anti-climat. Fondée en 1983 à Paris dans la salle du conseil d'administration de Volvo, la TRE priorise la compétitivité industrielle sur le climat, et cultive des relations étroites avec les dirigeants politiques. L'année dernière, par exemple, les membres de la Table-ronde ont dîné à Paris avec Hollande, Merkel et Barroso pour s'assurer que la politique climatique européenne ne nuirait pas à la renaissance industrielle de l'Europe.



© Jean-Paul Duarte / Collectif à-vif(s)



FAUSSES SOLUTIONS AGRICOLES

Le dérèglement climatique rendra plus difficile la réalisation de la sécurité et de la souveraineté alimentaires. Pourtant, au lieu de se tourner vers l'agroécologie et les systèmes agro-alimentaires locaux — facteurs d'autonomie, de refroidissement de la planète, de préservation de la biodiversité et de souveraineté alimentaire —, les multinationales de l'agrobusiness défendent des solutions technologiques climaticides qui leur permettront de maintenir leur domination.

Des institutions internationales publiques, dont le Programme alimentaire mondial des Nations unies et la Banque mondiale, ont élaboré, conjointement avec des multinationales agroalimentaires désireuses de donner une nouvelle légitimité à leurs pratiques destructrices, le concept d'« agriculture climato-intelligente »⁵⁸. Plusieurs grandes entreprises qui contribuent à la déforestation, au déclin de la biodiversité, à la dégradation des sols et à la pollution de l'eau par l'agriculture industrielle, les monocultures et les organismes génétiquement modifiés (OGM) ont sauté sur cette opportunité de se doter d'une nouvelle image « climato-intelligente ».

Ces multinationales cherchent à obtenir l'inclusion des pratiques agricoles fondées sur un recours massif aux engrais synthétiques dans les parties les plus « profitables » de la lutte contre le changement climatique : les marchés carbone et la compensation⁵⁹. Elles veulent imposer les cultures génétiquement modifiées qui mettent les agriculteurs sous la dépendance des semences et des pesticides des géants des biotechnologies comme Monsanto. Les OGM ne sont pas une solution pour le climat, mais un échec bien réel : l'expérience démontre qu'ils entraînent une augmentation du recours aux produits chimiques et une érosion de la diversité semencière, cruciale en vue de l'adaptation au changement climatique.

La bioénergie avec capture-séquestration du carbone (BECCS : Bioenergy Carbon Capture and Storage) est une autre fausse solution en plein essor. En remplaçant les énergies fossiles par la biomasse, les centrales électriques BECCS captureraient leurs propres émissions pour les injecter sous la terre. Mais la demande de bioénergie (qui inclut les agrocarburants) encourage la déforestation, l'augmentation du recours aux engrais, l'accaparement des terres, les violations des droits humains et la perte de biodiversité, tandis que le CCS est une technologie excessivement coûteuse, remplie d'incertitudes et à la viabilité douteuse (voir Encadré 2)⁶⁰.

Monsanto et la Fondation Gates

Fleishman Hillard, 37-39 Rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.
Fleishman Hillard est un cabinet employé par Monsanto pour son lobbying au niveau de l'Union européenne. Le géant des OGM Monsanto fait équipe avec la Fondation Gates pour faire la promotion des OGM (et des herbicides toxiques produits par Monsanto auxquels ils sont conçus pour résister, comme le

Roundup) comme solution pour le climat. Bill Gates possède de nombreuses actions dans Monsanto, sous prétexte que les OGM seraient nécessaires pour combattre la faim, et sa fondation verse des millions à l'entreprise. Mais Gates nie tout conflit d'intérêts.

Yara

77 Esplanade du Général de Gaulle, 92800 Puteaux.

Le géant mondial des engrais synthétiques Yara, au sein de l'Alliance mondiale pour l'agriculture climato-intelligente, prétend que les engrais chimiques sont bons pour le climat et rendent possible une « intensification durable ». La production d'engrais requiert énormément d'énergie fossile, ce qui explique la position de Yara en faveur du gaz de schiste. Ces engrais polluent la terre et l'eau, nuisent à la santé et génèrent du protoxyde d'azote, un gaz à effet de serre 300 fois pire que le CO₂. Pour combler le tout, Yara veut que ses pratiques polluantes puissent bénéficier de la finance climat — des fonds supposés soutenir la prévention ou l'adaptation au changement climatique —, ce qui revient à vouloir détourner l'argent public au profit de fausses solutions.

Avril Sofiprotéol

11 Rue de Monceau, 75008 Paris.

Principal producteur français d'agrocarburants, Avril est aussi impliqué dans le développement d'OGM et la nutrition animale pour l'élevage industriel. Son dirigeant Xavier Beulin est en même temps le président de la FNSEA, le puissant syndicat agricole et lobby de l'agrobusiness français, et si proche du président Hollande qu'il est surnommé le « ministre caché de l'agriculture » ! En collaboration avec le lobby européen de l'agrobusiness Copa-Cogeca, Avril a réussi à promouvoir ses agrocarburants destructeurs auprès de l'Union européenne.

Shell

307 Rue d'Estienne d'Orves, 92708 Colombes.

David Hone, conseiller officiel de Shell en matière climatique, estime que poursuivre l'utilisation des énergies fossiles jusqu'à la fin du siècle ne serait pas un problème dans la mesure où, « comme l'illustre le cinquième rapport d'évaluation du GIEC, [cela pourra] être compensé par la bioénergie associée à la capture-séquestration du carbone (BECCS) ailleurs »⁶¹. Le GIEC a ouvert la porte à ce mythe dangereux du fait de l'influence croissante en son sein des économistes du climat et de la pression exercée pour qu'il favorise un « optimisme politique ». Pour Shell, le BECCS est une excuse commode pour continuer à brûler des énergies fossiles, en prétendant que brûler de la biomasse « neutre en carbone » puis utiliser le CCS pour stocker les émissions ainsi générées dans le sous-sol permettrait de rendre le processus positif du point de vue de son empreinte carbone. Cependant, la neutralité en carbone prétendue de la biomasse est démentie par l'expérience⁶², et les immenses quantités de bioénergie qui seraient requises à cette fin entraîneraient une conversion massive des terres vers les cultures énergétiques, avec à la clé des accaparement de terres, l'augmentation des prix alimentaires et la mise en danger des moyens de subsistance de millions de personnes.



ÉVÉNEMENTS PENDANT LA COP21 : une grande fête pour les lobbies

Des centaines d'événements organisés par les multinationales auront lieu durant la COP21. Poussées par leur soif démesurée de profit, les industries polluantes vont chercher à mettre les décideurs politiques dans leurs poches. Une combinaison de solutions technologiques, financières et de « greenwashing » est au menu. Voici un avant-goût des événements proposés pendant la COP21 :

Solutions COP21

Du 4 au 10 décembre

Grand Palais, 3 Avenue du Général Eisenhower, 75008 Paris.

Organisé par le (pas si durable) réseau de développement Club France Développement Durable et le Comité 21, l'Exposition « Solutions COP21 » devrait attirer près de 50 000 visiteurs. Les partenaires de l'événement, tels que d'Engie (voir page 11 et 14), Avril Sofiproteol (page 23), Suez Environnement (page 11) et Renault-Nissan (page 13), ont payé des sommes conséquentes afin d'obtenir une grande visibilité au sein de l'exposition et un accès privilégié aux décideurs politiques⁶³.

Le 2 Décembre : les « Trophées Solutions Climat » seront remis à la « Galerie des Solutions » sponsorisée par World's Efficiency au Bourget. Solutions COP21 disposera également de son propre espace de networking, au Bourget, lieu de la COP21.

Le 4 Décembre : la « Conférence des vainqueurs » des Trophées Solutions Climat sera organisée au Grand Palais⁶⁴.

Le Forum de l'Innovation Durable

Les 7 et 8 Décembre

Parc des Expositions, Le Bourget.

Le plus grand événement officiel parallèle à COP21 sera organisé par le PNUe et Climate Action. Il s'agira d'une aubaine considérable pour les sponsors et les intervenants, notamment pour BMW et le géant de l'énergie fossile et nucléaire Vattenfall (voir page 26). Avec des partenaires tels que Association Internationale pour le Commerce d'Émissions (page 15) et la Chambre de Commerce Internationale (page 15), on peut s'attendre à une promotion importante du marché carbone et à la défense de la capacité d'innovation du secteur privé invoquée pour sauver la planète. Enfin, ce forum offrira une chance inestimable aux entreprises qui veulent entretenir leurs réseaux avec les décideurs chargés de construire un accord climatique « juste et ambitieux »⁶⁵.

De nombreux événements de promotion des entreprises auront également lieu sur le site de la COP21 et dans le reste de la région parisienne, tels que :

- *Le Sommet mondial du climat, le 6 Décembre, Hôtel Potocki.* Le ticket d'entrée s'élève à 1100 dollars pour le World Climate Ltd et pour le gala de charité Sustainia qui

réunira « hauts dirigeants d'entreprises et responsables de gouvernements ». L'événement sera suivi d'une cérémonie de remise de prix⁶⁶. « Changeons le Système, pas le Climat » : ce cri de protestation était celui porté par des centaines d'activistes contre le World Climate Summit en 2014 organisé à Lima dans l'Hôtel Hilton⁶⁷.

- *Le Forum « Caring for Climate Business », 7 et 8 Décembre, Le Bourget.* Événement accessible uniquement sur invitation, organisé par le Pacte Mondial de l'ONU, qui continue contre vents et marées de donner un accès privilégié aux multinationales⁶⁸.
- *World Business on Sustainable Development (WBCSD, Conseil mondial des affaires pour le développement durable), « Réunion du Conseil », 7 au 10 Décembre, lieu à confirmer.* Cet événement, exclusivement réservé aux membres de WBCSD et aux invités de marque, rassemblera des politiciens et des hauts dirigeants d'entreprises afin d'échanger sur les solutions à apporter au changement climatique. Parmi les sujets qui devraient être abordés, les mécanismes de séquestration du dioxyde de carbone, l'Agriculture Intelligente, les agrocarburants (voir les Encadrés 6 et 9)⁶⁹.
- *« Energy for Tomorrow », 8 et 9 Décembre, Hôtel Potocki.* Le ticket d'entrée coûte 1 200 euros pour cet événement proposé par le New York Times et WBCSD, et sponsorisé par Total, Renault-Nissan ou la Chambre Américaine de Commerce en France⁷⁰.

Encadré 9. Le Sommet des affaires et du climat

En mai 2015, le siège de l'UNESCO a accueilli un « forum pour les chefs d'États et d'entreprises »⁷¹ sponsorisé par les industriels les plus polluants : ArcelorMittal, EDF (voir page 10), Engie (page 11) et Total (page 11). Pendant que les participants déjeunaient au champagne et goûtaient aux cocktails, le Président François Hollande et ses Ministres introduisaient le sommet. Les invités ont également pu écouter les discours de dizaines de PDG d'entreprises polluantes et notamment Statoil, RWE, Total, BNP Paribas (page 14), Glencore, Lafarge, Engie. On compte parmi les partenaires du sommet : le Pacte Mondial de l'ONU, la Chambre de Commerce Internationale, le WBCSD, le MEDEF (page 22) et le lobby de la chimie reconnu en Europe comme étant un des plus farouches opposants à l'environnement, le CEFIC. Ce dernier est présidé par le PDG de l'entreprise de la chimie Solvay, ardent défenseur du gaz de schiste⁷². Le CEFIC se serait servi de son parrainage de l'événement afin d'en diluer le message et d'enlever les références scientifiques dans les notes des intervenants⁷³ !

Solvay, 25 Rue de Clichy, 75009 Paris.



COMMERCE VERSUS CLIMAT : le droit international au service de l'industrie et de la finance

Les règles du commerce international ont été conçues au cours des 500 dernières années afin d'aider les entreprises multinationales à monopoliser les ressources naturelles. Tout au long de la période coloniale et de l'expansion du capitalisme, les États occidentaux ont utilisé toutes les pressions imaginables, et notamment l'action militaire, afin de permettre à leurs entreprises d'accéder sans aucune restriction aux ressources de la planète.

De nombreux lobbys industriels préconisent aujourd'hui de poursuivre la libéralisation du commerce et de l'investissement dans le secteur de l'énergie, notamment via les négociations en cours du traité de libre échange entre l'Union Européenne et les États-Unis (TAFTA). Leur objectif est ainsi de supprimer les restrictions américaines à l'exportation de biens et de services, et notamment de de pétrole brut et de gaz afin d'assurer le maximum de profits sur le marché européen, et réciproquement.

Les lois sur le commerce et l'investissement ont un impact direct sur le changement climatique car elles garantissent aux entreprises un accès sans restriction aux ressources énergétiques de la planète, telles que celles tirées de l'exploitation minière ou des ressources naturelles.

American Chamber of Commerce

77 Rue de Miromesnil, 75008 Paris.

La Chambre Américaine du Commerce dont la branche française est située à Paris constitue un des plus influents lobbys d'entreprises. ExxonMobil France (Esso), General Electric France, Lafarge et BNP Paribas siègent à son Conseil d'Administration⁷⁴. La Chambre Américaine du Commerce s'est montrée très active pour défendre les traités de commerce transatlantique depuis 2013. En France, elle a organisé ou co-organisé 12 événements visant à promouvoir les avantages du TAFTA, auprès du grand public et des élus locaux⁷⁵. Dans le cadre des négociations du traité, elle souhaite lever les restrictions à l'importation de pétrole brut et de gaz⁷⁶. La Chambre Américaine du Commerce a également profité du Comprehensive Economic and Trade Agreement, le CETA (Accord Économique et Commercial Global entre le Canada et l'Union Européenne) et des négociations sur le TAFTA pour encourager Washington à faire pression sur Bruxelles. Son objectif était ainsi de s'attaquer à la Directive européenne sur la qualité des carburants – qui visait à limiter l'utilisation des produits énergétiques les plus polluants – en clamant qu'elle interférerait avec la liberté du commerce⁷⁷.

Le Cercle de l'Industrie

5 Rue Tronchet, 75008 Paris.

Le Cercle de l'Industrie est un lobby d'entreprises françaises tourné aussi bien vers les autorités françaises qu'européennes. Il est dirigé par le PDG d'Areva, Philippe Varin, lui-même assisté par le

prestigieux Président d'Honneur Pierre Gadonneix, président du Conseil Mondial de l'Énergie⁷⁸. C'est sans surprise que ce lobby se mobilise pour la conclusion de traités transatlantiques, avec des dispositions « ambitieuses » sur l'énergie⁷⁹, dont l'objectif serait d'augmenter la production et l'exportation de gaz et de pétrole brut provenant des États-Unis.

Encadré 10. Le commerce international contre le climat

L'OMC et les traités bilatéraux de libre-échange ont gravé dans le marbre la libéralisation du commerce et de l'investissement. Par exemple, l'OMC ne tolère de ses membres aucune mesure politique qui entraînerait, même indirectement, une restriction des flux commerciaux. Elle s'oppose ainsi aux lois ou aux moratoires s'opposant aux politiques d'extractions de pétrole ou de gaz. Il en est de même pour les taxes ou les droits de douanes susceptibles de pénaliser les énergies fossiles en faveur des énergies renouvelables. En outre, l'OMC n'accepte aucune hiérarchisation entre les acteurs économiques locaux et les investisseurs étrangers. Ces conditions rendent difficiles la mise en œuvre de politiques fiscales ou de subventions favorisant les PME et les coopératives locales.

Enfin, l'OMC est la seule organisation à jouir d'une juridiction contraignante dans le domaine de la régulation économique internationale. L'OMC permet ainsi à un gouvernement d'exiger des sanctions commerciales contre un autre gouvernement dont les politiques publiques contreviendraient aux règles multilatérales du commerce.

Des milliers d'accords d'investissement et de plus en plus d'accords commerciaux bilatéraux comprennent une invention encore bien plus dangereuse : le mécanisme de règlement des différends Investisseur-État (ISDS en anglais). Cet outil permet aux multinationales étrangères de poursuivre un gouvernement au motif qu'une décision politique (en particulier dans les domaines social, environnemental ou de la santé) constituerait une expropriation directe ou indirecte de ses profits actuels, voire ses profits espérés.

Pour répondre à la crise climatique, l'engagement déterminé des peuples est plus que nécessaire. Nous devons exhorter les gouvernements et les entreprises à limiter leur consommation d'énergies fossiles et à financer la transition énergétique. Cependant, des dispositifs juridiques aussi puissants que l'ISDS dotent les pollueurs d'armes légales et institutionnelles leur permettant de prévenir ces alternatives. Des entreprises n'ont pas hésité à invoquer les dispositions des traités de libre-échange afin d'attaquer des mesures gouvernementales jugées préjudiciables à leurs profits, y compris lorsque ces politiques avaient pour objectif de réguler l'utilisation d'énergies fossiles, l'extraction des ressources naturelles, ou encore de fixer des seuils de pollution ou de faire appliquer de nouvelles règles fiscales.

Lafarge

61 Rue des Belles Feuilles, 75116 Paris.

L'entreprise française Lafarge, qui opère dans 61 pays, prétend être la plus grande entreprise de construction du monde. Le ciment compte pour deux tiers de son chiffre d'affaires. Or, actuellement, la production de ciment est responsable entre 5 % et 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre⁸⁰. En outre, elle provoque de la pollution de l'air et de l'eau ainsi que des problèmes de santé pour les communautés locales (par exemple, aux États-Unis⁸¹, en Slovaquie⁸² et au Cameroun⁸³).

Selon la presse égyptienne et les activistes impliqués dans la campagne « Égyptiens Contre le Charbon », Lafarge a menacé de recourir à une cour d'arbitrage privée en 2013 (à travers le mécanisme ISDS inclus dans l'accord d'investissement entre la France et l'Égypte). L'objectif de l'entreprise était de faire lever l'interdiction à l'importation de charbon dans le pays. À l'instar d'autres entreprises opérant en Égypte, Lafarge se plaignait de souffrir des perturbations régulières dans l'approvisionnement de gaz et de l'augmentation générale des prix. L'entreprise a finalement organisé des importations massives de charbon sans aucune approbation officielle⁸⁴.

Perenco

7 Rue de Logelbach, 75017 Paris.

L'entreprise franco-britannique Perenco est spécialisée dans le pétrole mais elle a également investi dans le gaz, y compris l'exploitation de gaz de schiste à El Frangi dans le sud de la Tunisie⁸⁵. Les opérations de Perenco sont souvent associées à des catastrophes écologiques et humaines (par exemple, au Guatemala⁸⁶, Gabon⁸⁷ et en République Démocratique du Congo⁸⁸). L'entreprise a également invoqué l'accord d'investissement entre la France et l'Équateur pour attaquer ce dernier en 2009. Le gouvernement souhaitait saisir une partie de la production de l'entreprise, car elle ne payait pas ses impôts, alors que Perenco affirmait en être exemptée en vertu du contrat de concession. L'affaire est toujours en cours.

Vattenfall

1 Rue du Départ, 75014 Paris.

L'entreprise du secteur de l'énergie suédoise Vattenfall a poursuivi deux fois l'Allemagne en vertu du Traité sur le Charte de l'Énergie⁸⁹. La première affaire a eu pour conséquence d'affaiblir la réglementation environnementale dans la ville d'Hambourg, qui avait préféré négocier afin d'éviter un procès long et coûteux⁹⁰. Le second procès toujours en cours, vise la décision de l'État allemand de se retirer du nucléaire d'ici 2022 et conteste la résiliation anticipée du contrat entre l'entreprise et l'État⁹¹.

Afin de bénéficier de la libéralisation du marché hydroélectrique et de recevoir de l'État français la concession de plusieurs barrages, Vattenfall a ouvert des bureaux à Paris. En raison de l'absence de résultats suffisamment rapides, l'entreprise les a fermés en juillet 2013⁹².

Ambassade du Japon

7 Avenue Hoche, 75008 Paris.

Le Japon et l'Union européenne ont engagé devant l'Organe de Règlement des Différents de l'OMC une procédure contre l'Ontario. Ils s'opposaient ainsi à la mise en œuvre par la province canadienne du « Feed-in Tariff Programme », un programme destiné à soutenir le secteur local de production d'énergies renouvelables (solaire et éolien). En 2014, décision du panel d'arbitrage, l'Ontario a été forcé de limiter son soutien à la construction d'éoliennes et de centrales solaires, qui favorisaient pourtant l'emploi et l'utilisation de composants fabriqués localement⁹³.

Le Japon est également le premier soutien au monde de l'expansion du charbon sur son territoire et sur le reste de la planète. Le pays est responsable d'un quart des subventions publiques mondiales au charbon et a investi plus de 20 milliards de dollars dans des mines de charbon entre 2007 et 2014⁹⁴.

Shearman and Sterling LLP

114 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Shearman and Sterling est l'un des cabinets d'avocats les plus prestigieux au monde. Il est spécialisé dans les procédures d'arbitrage d'investissement liés aux mécanismes ISDS (voir Encadré 10). Sa figure de proue, et spécialiste de l'arbitrage d'investissement, est l'avocat Emmanuel Gaillard. Ce dernier défend avec force le système commercial actuel et met en garde contre une catastrophe mondiale généralisée en cas de contestation structurelle des accords bilatéraux d'investissement⁹⁵.

Emmanuel Gaillard officie régulièrement en tant qu'arbitre des différends entre Investisseurs et États. Il a ainsi été nommé par Eurogaz Inc. et Belmont Ressources inc. dans leur procédure contre la Slovaquie⁹⁶. Il a également été le représentant de la compagnie hollandaise Lundin dans son différend avec le gouvernement tunisien. La procédure porte sur le montant des taxes réclamées par Tunis à propos l'exploration pétrolière à Oudna. Enfin, Gaillard a été également l'avocat de l'entreprise pétrolière et gazière russe Yukos dans l'arbitrage international qui lui a permis de décrocher la somme record de 37 milliards d'euros de compensation⁹⁷.

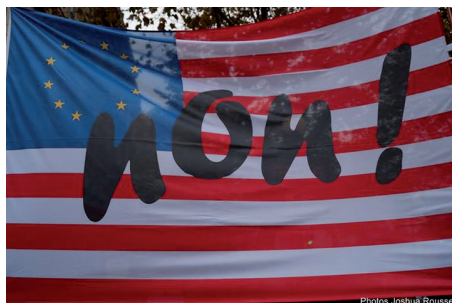


Photo: Josphine Roussel



QUI FINANCE LA COP21 ? LES PLUS GRANDS POLLUEURS !



Les résultats financiers records amassés par ces entreprises semblent très discutables lorsqu'on mesure les conséquences pour les populations et l'environnement. Leur « greenwashing » et leur lobby en faveur de fausses solutions, qui leur permet de continuer à faire des profits en polluant, nous démontre, sans aucun doute, qu'elles ne devraient pas être tolérées en tant que sponsors de la COP21. Les intérêts des multinationales et de l'industrie polluante entrent en contradiction totale avec les impératifs d'un accord climatique juste et ambitieux.

En plus des criminels climatiques indiqués ci-dessus, la liste croissante des sponsors pour la COP21 comprend : Carrefour, IKEA, Google, Louis Vuitton Moët Hennessy (LVMH), l'Oréal, l'Association Française des Banques, Puma, Schneider Electric, Sanofi, La Poste, Derichebourg, Groupe Galeries Lafayette, le Syndicat des eaux d'Île-de-France (SEDIF), Deyrolle, JC Decaux, Caisse centrale de réassurance (CCR), Sycamore Asset Management, Antalis, Saint-Gobain, Accor Hôtels et la MGEN. Ces entreprises et le modèle économique qu'elles représentent n'ont pas leur place à la CCNUCC. Par exemple, le « business model » de LVMH, qui s'est autoproclamé « leader mondial du luxe », implique la promotion du mode de vie et de consommation des 1 % responsables de la crise climatique.



LES GRANDS PROJETS INUTILES EN ÎLE-DE-FRANCE

La Conférence Climatique de l'ONU aura lieu au Bourget, commune de la Seine-Saint-Denis, située dans le nord-est de la région parisienne. Ce territoire est l'un des plus défavorisés d'Île-de-France. Le site de la COP21 sera ainsi entouré de projets et d'infrastructures polluantes, illustrant ironiquement les calamités associées à notre modèle de développement qui affecte tous les jours nos citoyens et leur environnement.

En Seine-Saint-Denis comme dans le reste du monde, ce sont principalement les pauvres qui paient, de leur santé et de leur qualité de vie, le prix de ces projets polluants.

CENTRALE À CHARBON À SAINT-OUEN

Cette centrale à charbon est gérée par la CPCU, filiale d'Engie. Elle produit 982MW de puissance thermique afin d'émettre de la vapeur dans les réseaux de chauffage urbain, et brûle aussi du gaz et des déchets. Les centrales à charbon ont un impact environnemental désastreux et la pollution de l'air induite menace directement la santé des personnes résidant à proximité : on estime à 18 000 personnes le nombre de décès prématurés causés par les centrales à charbon en Europe¹⁰⁰. Afin de réduire son impact environnemental, CPCU propose d'utiliser du biodiesel, un type de biocarburant (voir Encadré 6) ainsi que la biomasse. En d'autres termes, l'entreprise se propose de brûler du bois¹⁰¹ — un produit de plus en plus utilisé dans les centrales à charbon de l'Union Européenne afin de « verdier » son image — et de ce fait, va encourager la déforestation en Europe ou en Amérique du Nord¹⁰².

LES AÉROPORTS DU BOURGET ET DE ROISSY-CHARLES DE GAULLE

L'aéroport Charles de Gaulle est l'un des plus importants en Europe, en termes de trafic, tandis que celui du Bourget est le premier aéroport d'affaires européen. Ils sont tous les deux détenus par l'entreprise Aéroports de Paris, sponsor officiel de la COP21. Le transport aérien est une source importante et croissante d'émissions de gaz à effet de serre. Or jusqu'à aujourd'hui, il est parvenu à esquiver les engagements de réduction des émissions (voir page 13). Le décollage et l'atterrissage des avions rejettent une quantité considérable de gaz à effet de serre. D'autant plus

lorsque les aéroports parisiens utilisent le Groupe Auxiliaire de Puissance (GAP), une technologie très polluante alimentée au kérosène, que les autres aéroports ont bannie, en France et en Europe¹⁰³. Les deux aéroports sont également sources de pollutions sonores, lumineuses, de l'air et de l'eau, impactant les habitants des communes limitrophes. Le siège social d'Air France, autre sponsor officiel de la COP21, se situe à Roissy.

AUTOROUTE A1

L'autoroute A1, aussi nommée « l'Autoroute du Nord » relie Paris aux aéroports du Bourget et de Roissy, puis continue jusqu'au nord de la France et en Belgique. Avec 200 000 véhicules traversant la ville de Saint-Denis chaque jour, l'A1 est une des autoroutes les plus fréquentées de France. Elle est également souvent congestionnée ce qui occasionne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cette autoroute symbolise les problèmes sociaux et environnementaux causés par l'utilisation massive de voitures et de camions pour le transport. L'entrée du tunnel menant à l'A1 est l'un des endroits les pollués d'Île-de-France : deux jours sur trois, la qualité de l'air se situe à un niveau inférieur à celui des standards européens¹⁰⁴.

La gestion des autoroutes françaises a été privatisée depuis 2006, permettant aux entreprises de construction et de travaux publics de décrocher d'énormes bénéfices, tels que Vinci ou Eiffage et — pour l'autoroute A1 — le groupe espagnol Abertis. Le secteur de l'automobile et celui du BTP continuent de défendre la construction de toujours plus d'autoroutes aux dépens de l'environnement des populations locales.

INCINÉRATEURS

Les entreprises EDF et Suez exploitent plusieurs incinérateurs de déchets en Île-de-France, notamment à Saint-Ouen et à Bercy-Vitry. Les entreprises françaises telles que Suez ou Veolia sont leaders mondiaux dans le secteur des déchets. Ces dernières cherchent à exporter le modèle des incinérateurs dans d'autres pays, en les présentant comme une source « d'énergie renouvelable » au motif que les centrales électriques peuvent être utilisées pour brûler des déchets à la place du charbon ou du pétrole. Et pourtant, en plus de polluer l'air, l'incinération des déchets est très énergivore. Elle a un impact négatif sur l'environnement, et particulièrement au regard des politiques de tri, de recyclage, de réutilisation et de réduction de déchets à la source, tel que préconisées par le mouvement international Zero Waste¹⁰⁵.

CENTRES COMMERCIAUX, SALONS D'EXPOSITIONS ET AUTRES GRANDS PROJETS INUTILES

Deux grands salons d'exposition sont situés en Seine-Saint-Denis, le salon du Bourget (où la COP21 aura lieu) et le salon Paris Nord Villepinte, où des événements commerciaux sont organisés. De nombreux centres commerciaux ont été construits récemment (Parinor, Aéroville Millénaire, Rosny 2) ou sont sur le point d'être construits (Europacity) dans le département. Ces grands projets inutiles entraînent une hausse de la spéculation immobilière, provoquent le déclin des terres agricoles, et favorisent le consumérisme, le gaspillage des ressources et le transport en voiture individuelle. Enfin, ils exigent l'utilisation massive de béton, source en tant que telle d'émissions énormes de gaz à effet de serre. Tous ces projets encouragés par de grandes entreprises reçoivent des aides financières publiques, des exonérations fiscales, tout cela au nom du fameux « développement économique¹⁰⁶ »...

DATA CENTERS

Les « Data centers » (en français : centres de données), sont des entrepôts géants qui hébergent des serveurs informatiques. Ceux-ci stockent les données d'Internet et notamment celles de multiples entreprises telles que Apple, Google ou Facebook. La Seine-Saint-Denis concentre la plus grande partie des data centers du territoire français. Le département, en voie de désindustrialisation, les considère comme une nouvelle manne économique. Pourtant, les data centers sont créateurs de très peu d'emplois et sont consommateurs d'une quantité monstrueuse d'énergie. Enfin, ils sont sources de pollution sonore et d'autres nuisances, telles que des vibrations et des risques d'incendies pour les habitants résidant à proximité¹⁰⁷.



© Jean de Peña / Collectif à-vir(s)

CONCLUSION

La COP21 a été prise en otage par les lobbyistes dont la seule ambition est de défendre leurs fausses solutions climatiques. Derrière « l'économie verte », « l'agriculture intelligente » ou le « développement durable » se cachent les marchés carbonés, le gaz de schiste, les procédés de capture et de stockage du carbone, les agrocarburants, les OGM ou encore le nucléaire.

Les multinationales, aidées par les institutions publiques, sont passées maîtres dans l'art de déguiser leur commerce crasseux et polluant afin de le faire passer pour les solutions climatiques du futur. Il est clair que les multinationales ne pourront pas prévenir la catastrophe climatique via la promotion de leurs solutions en nous enfermant, toujours plus, dans un système dépendant des seules énergies fossiles. De plus, elles continueront à détruire les moyens d'existence et l'environnement de populations entières, sacrifiées sur l'autel du profit.

Malgré cela, et plutôt que de tenir tête aux multinationales égoïstes et climaticides, la CCNUCC, leur accorde un rôle prépondérant dans la conception des solutions au changement climatique. Or tant que la grande industrie sera assise à la table des négociations et considérée comme partenaire, aucun changement significatif ne sera envisageable. La seule solution est désormais connue. Nous devons laisser les énergies fossiles dans le sol et construire dès maintenant, une transition juste basée sur des énergies véritablement renouvelables — et qui ne seront pas contrôlées par des intérêts privés.

Si les gouvernements souhaitent réellement combattre le changement climatique, ces entreprises criminelles ne devraient pas être autorisées à être sponsors de la COP, ni même à participer au processus interne de la COP ou avoir leurs événements parallèles approuvés par les Nations Unies. Il devient impératif d'expulser les grandes entreprises polluantes de ces négociations. Elles doivent être bannies, non seulement de la COP, mais aussi de tous les niveaux d'élaboration politique des réponses au changement climatique, du gouvernement français à la Commission européenne à Bruxelles. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), confrontée aux lobbies destructeurs de l'industrie du tabac, a réussi à établir « un cordon sanitaire » à toutes les échelles de direction entre ses fonctionnaires et le monde de l'entreprise. Il n'y a aucune raison pour que nos dirigeants ne puissent réaliser la même opération avec les grands pollueurs et l'industrie fossile.

Il est clair que les gouvernements seront peu enclins à écouter les préconisations des scientifiques afin de prévenir le changement climatique lors de la COP21. Mais nous ne perdons pas espoir pour autant. Car, face à l'inaction des politiques, partout à travers le monde, les peuples ont décidé de passer à l'action.

En France, des habitants collaborent avec des paysans et des activistes et arrivent à stopper un nombre important de projets inutiles et imposés. De la résistance largement relayée contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en passant par la lutte contre le barrage de Sivens, celle contre le Center-Parc de Roybon ou encore les mobilisations contre la ferme des 1000 vaches en Picardie, toutes ces luttes ne constituent qu'un avant-goût de ce qui se prépare dans tout le pays.

D'autres sources d'inspiration pour la justice climatique se trouvent ailleurs sur la planète. Des peuples Dongria Kondh à Odisha en Inde qui résistent contre les mines de bauxite¹⁰⁸, aux batailles menées par les communautés paysannes du sud de la Thaïlande contre la déforestation causée par les industriels de l'huile de palme, de la bataille pour protéger les communautés indigènes de la Terre d'Arnhem des politiques d'exploration et de fracturation du gaz et du pétrole de schiste dans le nord de l'Australie¹⁰⁹, aux luttes sans relâche contre la mine de charbon de Cerrejón en Colombie¹¹⁰, jusqu'au combat toujours en cours entre le peuple équatorien et le géant du pétrole Chevron, afin que l'industriel paie des réparations pour les catastrophes qu'il a causées pendant trois décennies¹¹¹. Les communautés des Premières nations résistent contre le désastre que constituent les sables bitumineux en Alberta (Canada). La victoire récente des mobilisations populaires contre le projet de pipeline Keystone XL met en lumière la force des alliances entre groupes d'activistes aux histoires et aux cultures différentes¹¹². Les luttes contre la poursuite de l'agriculture industrielle et les OGM se poursuivent en Amérique Latine. L'exemple des manifestations de masse, rassemblant paysans, femmes issues des campagnes ou les communautés indigènes, contre la « Loi Monsanto » qui visait à privatiser les semences indigènes au Chili est particulièrement frappant¹¹³. Enfin, n'oublions pas la lutte continue entre le peuple Ogoni et l'entreprise Shell pour l'obliger à nettoyer ses épandages meurtriers, 20 ans après l'exécution publique de l'activiste nigérian Ken Saro-Wiwa¹¹⁴.

Nous ne pourrions changer le système, et non le climat, qu'en prenant en main notre avenir. En décembre, à Paris et dans les villes du monde entier, les peuples se rassembleront, feront entendre leurs voix et organiseront des actions. Mais n'oublions pas que la COP21 n'est qu'un échauffement pour 2016. La fin approche pour le pouvoir des multinationales et pour l'armée de lobbyistes qui tiennent nos gouvernements en otages depuis bien trop longtemps.



POUR EN SAVOIR PLUS

Pour découvrir les lobbies industriels – et leurs fausses solutions au changement climatique – et pour approfondir les autres sujets, voici quelques conseils de lectures :

Sites internet

Aitec [FR]

<http://aitec.reseau-ipam.org/>

Attac France [FR]

<https://france.attac.org/>

Bastamag [FR]

www.bastamag.net

Corporate Europe Observatory [EN]

<http://corporateeurope.org/>

Observatoire des multinationales [FR]

<http://multinationales.org>

Transnational Institute [EN]

www.tni.org/en

Rapports et articles

Aitec, Théâtre “Changement Climatique: de l’Or en Barre”, Septembre 2015, <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1498>

Aitec & CEO : la boîte magique pour les crimes climatiques des entreprises, Octobre 2015, <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1507>

Aitec and others : des accords de libre-échange conçus pour ravager les services publics en Europe, Octobre 2015, <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1506>

Attac France, Climat : business as usual, June 2015, <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports-37/article/climat-business-as-usual> [FR]

Attac France, La “climate smart agriculture” une agriculture livrée à la finance carbone et aux multinationales, March 2105, <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports-37/article/la-climate-smart-agriculture-une> [FR]

Bastamag, Pourquoi les grands patrons français sont obnubilés par les gaz de schiste, June 2013, www.bastamag.net/Pourquoi-les-grands-patrons [FR]

Corporate Europe Observatory, False Solutions COP21: Pushing the corporate agenda at Paris 2015, October 2015, http://corporateeurope.org/sites/default/files/false_solution_final.pdf [EN]

Corporate Europe Observatory, Dirty Hands On Dirty Deals: TTIP and CCP21 Shaped By Same Big Business Interests, November 2015, http://corporateeurope.org/sites/default/files/dirtydeals_small.pdf [EN]

Corporate Europe Observatory, Corporate Cookbook, November 2015, <http://corporateeurope.org/climate-and-energy/2015/11/corporate-cookbook> [EN]

Observatoire des multinationales, Solutions COP21: les solutions climat confisquées par les multinationales, Octobre 2015, <http://multinationales.org/Solutions-COP21-bienvenue-dans-le-monde-merveilleux-des-solutions-climat> [FR]

Observatoire des multinationales, Alternative annual reports on EDF, Engie and Total [FR]:
http://multinationales.org/IMG/pdf/cr_total_bd.pdf
http://multinationales.org/IMG/pdf/edf_crok.pdf
http://multinationales.org/IMG/pdf/cr_engie.pdf

Transnational Institute, Corporate Europe Observatory, The Democracy Centre, Corporate Conquistadors: The many ways multinationals both drive and profit from climate destruction, November 2014, <https://www.tni.org/files/download/corporate-conquistadors-en-web-0912.pdf> [EN]

Transnational Institute, Corporate Europe Observatory, The COP19 Guide to Corporate Lobbying: Climate crooks and the Polish government's partners in crime, October 2013, www.tni.org/files/download/cop19_guide_to_corporate_lobbying-with_references.pdf [EN]

NB : Une version complète de ce guide, incluant notes et références, est disponible en ligne.
<http://corporateeurope.org/cop21>



OBSERVATOIRE
DES MULTINATIONALES
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

